

N°14 - DÉCEMBRE 2019 - 4€

PARTISAN

MAGAZINE

LE MONDE TREMBLE

LES RÉVOLTÉ-ES CHERCHENT UN CHEMIN



GILETS
JAUNES

ALGÉRIE
ÉQUATEUR

Publié par
l'OCML Voie Prolétarienne



ocml-vp.org
contact@ocml-vp.org
BP 133 - 93213 Saint-Denis La Plaine cedex



L'OCML Voie Proletarienne

Ce que nous sommes,

Communistes, nous sommes convaincus qu'il y a un autre choix que d'accepter le capitalisme, la fatalité de la crise, la misère matérielle et morale, les guerres : celui de lutter pour une société d'hommes et de femmes librement associés, prendre en main notre avenir et ne pas subir celui que nous réserve la bourgeoisie. Il est vrai, les ouvriers peuvent prendre le pouvoir et le perdre. L'URSS et la Chine ont été des espoirs. Ce sont maintenant des pays capitalistes. Mais nous ne tournons pas la page. La Commune de Paris, la révolution russe ou chinoise et en particulier la Révolution Culturelle sont de riches expériences pour nous. Nous avons encore à apprendre d'elles pour mieux surmonter les difficultés actuelles ou futures.

Communistes, nous luttons pour que les exploités détruisent le pouvoir et la bourgeoisie (son gouvernement, son parlement, sa police et son armée) et exercent par eux-mêmes un pouvoir sur toute la société. Ce pouvoir ne sera réel que s'il est porté par un bouleversement complet des rapports entre les hommes, des relations entre les hommes et les femmes, de la division du travail, du travail lui-même. Son accouchement ne pourra se faire que par la violence de masse.

Communistes, nous défendons les intérêts de tous les ouvriers, pas les intérêts de la France. Le nationalisme et le racisme nous divisent. Ils sont pour les ouvriers des impasses. Contre l'impérialisme - et particulièrement l'impérialisme français -, nous sommes aux côtés des peuples dominés et soutenons leur droit à l'indépendance.

Il faut une organisation pour résister et combattre, mais il la faut aussi pour comprendre et apprendre dans la lutte. Nous en avons besoin pour faire des expériences passées un guide pour l'action. Nous avons besoin d'elle pour que la pratique et le savoir de chacun deviennent la richesse de tous par la confrontation et le débat. Nous avons besoin d'une telle organisation pour que la lutte pour le communisme soit portée, de façon réfléchie, par un nombre croissant de travailleurs.

Pour mieux nous connaître : www.ocml-vp.org

Pour nous contacter : contact@ocml-vp.org

ou OCML VP - BP 133 - 93213 Saint Denis la plaine cedex



L'ensemble des articles de Partisan Magazine, sauf mention contraire, sont publiés sous la responsabilité politique du Comité de Propagande de l'OCML VP.

PARTISAN est le magazine de Voie Proletarienne, association suivant la loi 1901 déposée en préfecture de Bobigny. Direction de publication : G. Lecœur. ISSN : 2427-6685

LE MONDE TREMBLE LES RÉVOLTÉS CHERCHENT UN CHEMIN

L'événement est si évident que les éditos du magazine *Politis* et du journal *Le Monde* traitent des mêmes faits le même jour, 24 octobre.

« L'heure des peuples », titre *Politis*. « Tout a commencé par un pays improbable : le Soudan. » « L'autre exemple au long cours, ce fut Alger. » « Puis ce fut Port-au-Prince, Hongkong, Quito, Bagdad, et voici maintenant Beyrouth, Santiago et Barcelone. » « On glisse des premières revendications aux plus hautes exigences politiques, de liberté, de démocratie et de partage des richesses. »

Le Monde est de la même veine. « Présenté encore récemment par son président, Sebastian Pinera, comme une oasis de stabilité dans une Amérique latine en ébullition, le Chili est en proie, depuis le vendredi 18 octobre, à des émeutes populaires spontanées dont le ressort est évident : des inégalités sociales abyssales et la déconnexion des dirigeants politiques avec les réalités. Equateur, Liban, Irak... Ce scénario est à l'œuvre ces jours-ci en plusieurs points du globe. La France des « gilets jaunes » n'est pas épargnée, pas plus que la Grande-Bretagne, où le Brexit traduit pacifiquement une profonde grogne sociale. »

Deux grands axes de lutte sont notés, l'un politique, pour une démocratie réellement populaire, l'autre économique, pour une justice sociale. Cette vague de mobilisations frappe par son caractère mondial, comme un élargissement du « printemps arabe » de 2011, que les massacres en Syrie, en Libye, au Yémen, n'auraient pas étouffé.

Un élargissement, mais aussi un approfondissement des exigences de changement, celui d'un « système », avec en plus la question de la catastrophe écologique en cours, et avec un signe qui ne trompe pas : la présence massive des femmes.

Si cette vague de révoltes est dans la continuité de 2011, elle est aussi dans le dépassement de 1989, de

la « chute du mur », c'est-à-dire dans l'effondrement du faux communisme. C'est le retour du prolétariat ! « Le peuple n'a qu'une seule arme : le nombre », énonce *Politis*. Mais le retour du prolétariat sera aussi celui de Marx, ou il ne sera pas ! Notre célèbre ancêtre affirmait justement, lors de l'inauguration de l'Association Internationale des Travailleurs en 1864 : « Le nombre ne pèse dans la balance que s'il est uni par l'association et guidé par le savoir ».

Le savoir, on en est loin. Quelle est, par exemple, la différence entre le faux communisme (soviétique) et le vrai (marxiste) ? Quelle est la différence entre l'impérialisme colonial qui a pris fin au XX^e siècle, et l'impérialisme libéral du XXI^e ? Est-ce que c'est la politique qui dirige l'économie, ou est-ce que ce ne serait pas plutôt l'inverse ?

Et l'association. Est-elle possible sans porte-parole, sans partage des rôles, sans délégués élus ? La lutte est-elle souhaitable sans état-major ? Les mots communisme, classe ouvrière, parti, révolution prolétarienne, sont encore tabous. Mais comment vaincre sans armes et sans stratégie ? Sans tenir compte de l'expérience accumulée depuis deux siècles ?

Le numéro 14 de *Partisan* essaie de comprendre, d'enquêter, d'analyser. De contribuer à mesurer la richesse des luttes et des aspirations, et la faiblesse (en grande partie inévitable au début) des perspectives politiques. Marx a donc bien formulé notre objectif, toujours très actuel : Unis par l'association et guidés par le savoir !

Lire ce magazine, réagir par des compléments, des critiques et des questions, et le faire connaître autour de soi, c'est peu mais c'est à la portée de chacun. Une pierre à la lutte vitale que nous avons à mener aujourd'hui.

PLUS D'UN AN INTERVIEW



DE LUTTE : D'UN GILET JAUNE

Quoi de neuf, de faux, de périmé, dans l'article du magazine n°13 de mai 2019 ?

Déjà c'est important de dire d'où je parle. Je suis né dans une périphérie rurale ouvrière en cours de désindustrialisation, et actuellement je bosse dans un bahut du 93. Je suis à la CGT, militant antifasciste et sympathisant des idées marxistes-léninistes depuis des années. Lors de l'acte I du 17 novembre, j'étais dans ma région d'origine et j'ai vu que les personnes de mon entourage qui participaient au mouvement ou qui s'y reconnaissaient n'étaient pas du tout des fascistes, mais des prolétaires qui n'étaient pas, ou mal, représenté-e-s par les syndicats : précaires, femmes isolées, personnes handicapées... En remontant dans la région parisienne, j'ai été frappé par les réactions de défiance voir de mépris élitiste dans pas mal de milieux militants que je fréquentais alors. Il y avait un truc qui n'allait pas dans ces réactions : on ne peut pas faire la révolution sans qu'une masse importante de la population ne vienne sur des positions révolutionnaires, et dans ce cas il faut accepter que cette masse soit au départ influencée par l'idéologie dominante, ou bien rester dans sa vision statique du monde et renoncer à faire la révolution.

De ce point de vue, l'article de *Partisan* est assez juste, mais il a été écrit le 29 janvier, deux mois et demi après le début du mouvement, et je pense qu'il venait corriger des textes antérieurs de l'organisation sur le mouvement des GJ, qui étaient moins bienveillants. La plupart des organisations ont fait ça. Le texte est juste quand il souligne que les groupes d'extrême-gauche

qui ont attaqué les GJ (genre Mouvement Communiste et Des Nouvelles du Front) et ceux qui ont rejoint le mouvement tombaient finalement d'accord sur un point : le syndicalisme et l'économisme. Pendant que les groupes plus sectaires jugeaient le mouvement irrécupérable, les groupes opportunistes de type NPA et LO ont essayé de ramener le mouvement sur des mots d'ordres syndicaux alors qu'il portait la promesse d'une critique de l'État et de tous les aspects de la vie. A partir de là, le texte propose un plan de travail, des axes d'interventions qui ont le mérite d'exister, même si je pense que ça va prendre encore des années pour les vérifier dans la pratique.

La base sociale des GJ entre le début et la fin du mouvement, est-ce la même ?

Contrairement à ce que l'on entend, il y a encore des gilets jaunes qui occupent régulièrement des ronds-points à la campagne, j'en ai rencontré beaucoup début juillet à l'assemblée des assemblées de Montceau-les-Mines. Ils/elles ont été chassé-e-s par la police en janvier mais certain-e-s sont revenu-e-s, moins pour bloquer les routes que pour se retrouver et se rendre visibles. De ce que je sais, il y a eu beaucoup de contradictions sur les ronds-points en novembre-décembre. Il y a eu des engueulades et des bastons entre fachos et pas fachos, des problèmes d'alcool, d'égos...

Sur les manifs à Paris, il y a nettement moins de monde qui vient des périphéries rurales lointaines qu'au début. Maintenant, c'est plutôt la grande et petite banlieue. De fin novembre à début janvier, on vivait dans l'idée que c'était l'insurrection qui était arrivée, avec ce qui se passait sur les Champs Élysées, le transpalette dans le ministère de Griveaux.

.....
**Femmes Gilets Jaunes
de Douai**



En janvier beaucoup de personnes nouvelles sont arrivées parce qu'elles avaient vu que Macron avait canné en décembre et lâché plein de thunes. C'est là que les profs, les travailleur/euse-s sociaux/ales, les animateur/trice-s culturel-le-s sont arrivé-e-s. Les ronds-points ont été détruits un peu partout, mais d'un autre côté les manifs parisiennes ont pris un caractère massif de janvier à avril, plus que les deux premiers mois.

C'est sûr que beaucoup de gens ont baissé les bras depuis le printemps, mais pas tout le monde. Par exemple, pour la manif pour Adama Traoré en juillet, il y avait une délégation de cinq à dix ardennai-se-s, qui étaient venus à Beaumont-sur-Oise avec une grande banderole «Nous faisons plus que participer à une lutte, nous faisons l'histoire».

Depuis le printemps, on voit moins de drapeaux régionaux dans les manifs parisiennes, mais il y a des manifs tournantes de ville en ville qui ramènent à chaque fois pas mal de monde des autres régions, avec des réseaux d'hébergeant-e-s qui se constituent. On entend moins que la France entière va débouler à Paris et prendre l'Elysée. L'idée c'est plus de ne pas lâcher en attendant que vienne la convergence des luttes. Je ne vois plus de petits patrons sur Paris depuis longtemps. Ce n'est pas marqué sur les visages, mais ça fait une éternité que je n'ai pas parlé avec un-e petit-e patron-ne. Celles et ceux qui restent dans le mouvement sont peut-être pour beaucoup des petit-e-s bourgeois-e-s avec des idées réformistes ou réactionnaires, mais en tout cas ils rejettent le légalisme. Ils ne rejettent plus par principe la violence; ça ne veut pas forcément dire être violent-e soi-même, ça veut dire refuser de se désolidariser de celles et ceux qui utilisent la violence contre des vitrines, ou qui résistent à la police. Au début beaucoup de personnes

pensaient que la police allait se solidariser avec nous, certains attendaient même l'armée pour sauver le peuple. Ces gens-là ont progressivement disparu ou ont évolué. En décembre, on entendait «la Police avec nous», maintenant quand ils arrivent c'est «les putes à Macron». Je hais ce slogan : il est sexiste, viriliste, insultant pour les personnes prostitué-e-s. Maintenant, si tu le décortiques, tu y vois un genre d'amour déçu de la police, comme si les personnes qui crient ça avaient cru sincèrement au départ que la police allait protéger le peuple contre Macron, et se sentent abandonnées.

Quelle évolution par rapport au racisme, aux LGBTphobies, à la présence de l'extrême droite?

Sur les ronds-points, c'était différent d'un coin à un autre. En Picardie, dans l'Ain, dans le sud des Ardennes on a vu au départ des ronds-points tenus des racistes, des réactionnaires. Ils/elles ont commis des agressions. Je ne dis pas que c'était toute la Picardie ou tout l'Ain, c'était des poches où ces idées-là étaient dominantes. A Saint Étienne dès les premières semaines, j'ai vu l'inverse.

Les banderoles anti migrants sont devenues rapidement quelque chose d'impossible sur Paris. Cela ne veut pas dire que d'autres idées réactionnaires, homophobes, antisémites puissent s'exprimer dans une certaine impunité. La semaine de la Pride, je n'étais pas sur Paris, mais il paraît qu'une banderole bien malsaine à été déployée à propos de Schiappa.

Plus récemment, le 26 octobre, on a fait l'acte 50 avec la diaspora chilienne à Paris et on est passé devant la fondation Rothschild. Des fascistes organisés ont essayé de provoquer un esclandre et pas mal de monde

les a suivis. Parfois, des gens viennent avec des pancartes avec des allusions à la franc-maçonnerie ou aux banquiers juifs qui soi-disant dirigeraient le monde. Dès le début, il y a eu des personnes racisées sur les manifs, des Noir-e-s et des Arabes. Celles et ceux qui font des banderoles sur les musulman-e-s ou sur les migrant-e-s se font virer des manifestations parisiennes comme diviseur/euse-s. Il y a un consensus là-dessus. Il n'y a pas de consensus pour virer les personnes qui tiennent des propos transphobes, homophobes, antiféministes ou antisémites. Mais, en général, ça prend une forme vicieuse : on n'attaque pas les Juif/ve-s mais on cible de façon répétitive BHL ou Finkelkraut, on n'attaque pas les féministes mais on cible de façon répétitive Schiappa, etc. Macron en a joué en se posant dès le départ en défenseur des minorités contre la «foule haineuse», en dénonçant des risques de pogroms, en envoyant Schiappa en première ligne. Il y a eu des gens pour tomber dans son piège, mais on ne manipule jamais que des personnes manipulables. On ne voit plus l'extrême droite sous sa forme organisée. La plupart des militant-e-s comme Benedetti ou Vincent Lapiere, l'Action Française, l'Œuvre Française, les Zouaves, ont été identifiés et chassés, même s'il y a encore des tentatives de revenir, comme lors de l'incident de la fondation Rothschild, qui était clairement une provocation préparée, mais qui a fini par faire pschitt. Au début du mouvement, Soral et Dieudonné, qui sont des businessmen avisés, ont vendu des gilets jaunes très chers avec des croix catholiques ou des ananas, et tu en croise encore en manif, comme quoi il y a des gens qui ont de l'argent à jeter par les fenêtres et qui continuent de croire sans vergogne en ces gens-là.

Dans le village ouvrier où j'ai grandi, puis dans les quartiers populaires où j'ai vécu l'autre moitié de ma vie, j'ai vu comment le discours complotiste captait ses proies. Le discours complotiste est souvent repris par des petit-e-s artisan-e-s et des chômeurs. Les un-e-s comme les autres ont l'impression qu'on leur fait les poches. C'est une impression juste et fondée. Sauf que pour les un-e-s tout va aux «assisté-e-s» via l'URSSAF, pour les autres tout va aux banquiers via la TVA. C'est un discours de gens qui ne sont pas confronté-e-s à l'exploiteur direct, mais à l'Etat (via l'URSSAF, la CAF ou Pôle Emploi). Mais ce discours a une influence dans la classe ouvrière qui l'entend dans les villages et les quartiers où elle habite. Un des ressorts idéologiques des complotistes, c'est d'expliquer que l'extrême-gauche et les syndicats sont des leurres au service du système, et qu'il faut les fuir comme la peste. C'est pour cela que la montée de la lutte de classe et de masse permet de faire reculer ce discours, parce que celles et ceux qui croient au complot peuvent descendre dans la rue, y croiser des gauchistes et des syndicalistes en chair et en os, leur parler, voir que ce ne sont pas des aliens ou des illuminati, pendant que leurs gourous restent, eux, dans leur tour d'ivoire.

Cela dit ce discours a fait des dégâts depuis 15 ans. Il a des racines dans les cerveaux depuis la Révolution Française (Barruel, De Maistre), et ce n'est pas un an de manifs qui va le faire disparaître. Les complotistes ont une étendue idéologique plus importante que le nombre de leurs militants. Ce n'est plus un obstacle organisationnel, mais plutôt idéologique.

Le refus de s'organiser, ça veut dire quoi ?

Pour beaucoup de personnes, le clivage base/sommet est plus fort que le clivage droite/gauche. Les Assemblées tenues par l'extrême gauche refusent le RIC par principe. Pour les militant-e-s, ce n'est pas la démocratie formelle qui crée l'autonomie de classe, mais le niveau de conscience. Et sans conscience, les opprimé-e-s votent contre leurs propres intérêts. Beaucoup de gilets jaunes rejettent violemment ce type d'arguments, comme une insulte à leur intelligence. Pour eux les partis de droite ou de gauche, voire d'extrême-gauche, sont des expert-e-s qui ont confisqué la parole populaire. Ces partis politiques sont accusés de vivre grassement de l'argent versé par l'État. Cela peut nourrir les «tous pourris».

Il y a une contradiction entre les artisans ou les chômeurs pour savoir s'il faut plus ou moins d'État. Dans le mouvement, il y a aussi beaucoup de personnes ayant un handicap qui survivent de plus en plus mal avec des minimas sociaux. Ils/elles ne demandent pas moins d'impôt, ils/elles demandent la «justice fiscale» pour sortir de la survie.

Il y a un consensus vague autour de l'écologie. Tout le monde a à peu près compris la manœuvre de division de Macron quand il a opposé fin du monde et fin de mois pour se poser en médiateur entre les manifs GJ et les manifs climat. Après, le débat sur l'écologie est souvent superficiel, les seul-e-s que j'ai vu s'opposer dans le 93, ce sont des conspirationnistes qui expliquent que l'écologie est un complot de la fondation Soros, et des militant-e-s du Parti Ouvrier Indépendant qui disent que c'est un dérivatif qui nous éloigne de la lutte des classes, de la défense des 34.968 communes et des 42 régimes de retraites.

Quel est l'intérêt des Assemblées des Assemblées ?

Il y a eu des Assemblées des Assemblées à Commercy, Saint Nazaire, Montceau-les-Mines. Il y a des tensions pour la prochaine à Montpellier, qui semble phagocytée par un cartel d'ambitieux/se (plutôt lié-e-s au PS et à EELV d'après les infos qui circulent). De toute façon, les gens qui continuent à y aller attendent de moins en moins que des réponses sortent des débats. Ils cherchent surtout maintenir la dynamique. J'ai fait celle de Montceau en juillet. Il y a quand même eu entre 600 et 800 délégué-e-s. Plus 200 personnes

qui n'ont pas participé aux débats, qui sont restées dehors à discuter et qui sont ressorti-e-s de là souvent moins frustré-e-s que les délégué-e-s. C'était largement organisé par des membres du club de moto, qui savent faire de l'événementiel et qui ont servi de support aux prolétaires du coin pour gérer l'accueil et la restauration de tout le monde. Grosse réussite de ce point de vue. Par contre, ce qui est sorti des débats a déçu beaucoup de monde. Montceau a confirmé ce qui avait déjà été voté à Saint-Nazaire, à savoir qu'on devait sortir du capitalisme, mais sans préciser comment, ni d'ailleurs ce qu'on entendait par capitalisme. Beaucoup de gens sont mandaté-e-s pour des Assemblées locales. Dans les villes ce sont souvent des personnes qui parlent bien, mais qui ne respectent pas leur mandat et viennent pour avancer les positions de leurs organisations, comme le POI qui met ses gros sabots, ou le NPA qui fait les choses plus subtilement. Les partisans de l'UPR d'Asselineau sont présent-e-s, mais ce ne sont pas des militant-e-s rompu-e-s aux manœuvres d'appareil et à la prise de parole publique, ils savent surtout relayer des vidéos.

Avant le débat sur le capitalisme, il y avait quelques complotistes qui voulaient présenter une motion de soutien à Chouard (un texte bien fourbe qui expliquait que, même si Chouard est pro-négationniste, ce n'était pas important pour l'instant qu'il est pour le RIC), mais quand ils ont vu la violence des débats autour du capitalisme, ils ont remis leur motion dans leur poche.

Je devais faire la synthèse du débat sur le capitalisme et c'était mission impossible. En gros, il y avait un tiers de proudhonien-ne-s (conscient-e-s où inconscient-e-s) qui voulaient sortir du capitalisme par les coopératives. Un tiers de réformistes qui voulaient sortir du capitalisme par les nationalisations. Et les «communs», un hippie et un curé, qui voulaient sortir du capitalisme par la charité. Et le reste qui voulait une révolution armée, avec des contours plus ou moins flous.

Et les manifestations, et l'autonomie des femmes GJ?

En tant que mec cisgenre¹, je ne suis pas légitime à répondre à cette question, le mieux serait de le leur demander. Je peux dire que c'est un mouvement où il y a eu d'entrée de jeu beaucoup de femmes, car ce sont elles qui sont souvent impactées par la précarité, ce sont elles qui ont la charge mentale du ménage et doivent gérer le budget de la famille face à la baisse du pouvoir d'achat (il y a aussi beaucoup de mères isolées dans le mouvement). De plus, de par l'éducation genrée, elles sont souvent dans l'action plutôt

.....

¹ Cisgenre : dont l'identité de genre correspond au sexe biologique qui lui a été assigné à la naissance. Autrement dit : la vaste majorité du commun des mortels qui n'est pas passée à travers les souffrances et les obstacles que vivent les personnes trans.



Crédit : Ashraf, 2019

que dans les discours, et donc ce sont souvent elles qui ont géré les tâches d'organisation du quotidien sur les ronds-points. Ca, c'est le point de départ, mais elles n'en sont pas restées là. Le mouvement a permis à beaucoup de femmes qui se sentaient isolées dans leur combat quotidien de se reconnaître en tant que collectif. Il y a des réunions des femmes GJ, des réunions et des assemblées en non mixité. Il y a eu des interventions dans des manifestations sur des questions d'oppression spécifique : au rassemblement d'octobre sur les féminicides par exemple, il y avait la banderole « Femmes précaires, femmes en guerre », portées par des femmes qui étaient venues au militantisme féministe par le mouvement des GJ. Elles sont plus nombreuses en proportion que dans le syndicalisme et l'extrême gauche classique.

Les actions communes avec le comité Adama Traoré, avec XR? Comment se construit l'unité?

Depuis la troisième journée de mobilisation parisienne des GJ, le 1er décembre 2018, où ils ont participé au cortège de GJ antifascistes impulsé par Sud cheminots, de la Gare Saint-Lazare vers les Champs-Élysées, le Comité Adama Traoré a été très présent dans le mouvement. Sur Paris, mais aussi au-delà, des GJ sont venus des périphéries rurales pour le débat GJ/quartiers

.....
Marche contre les violences policières du 2 février 2019, rejointe par des gilets jaunes

• Crédit : AFP

populaires à la Bourse du travail de Saint-Denis en février, ou à la manif pour Adama de juillet. Les GJ découvrent une violence policière que les gens des quartiers populaires subissent depuis toujours. Ça parle à beaucoup de monde, les groupes fascistes organisés sont devenus invisibles sur les cortèges, le collectif Adama est devenu un collectif dont la présence est légitime. Pendant deux manifs, on s'est flairé, puis on s'est accepté mutuellement, on remercie la police avec toute sa violence d'avoir aidé à la convergence.

Avec XR (Extinction Rébellion), ça a été super intéressant de participer à une action commune avec des assemblées de GJ, Cerveaux non disponibles, le Comité Adama et le Collectif de Libération et d'Autonomie Queer (CLAQ) qui pose la question de la lutte contre l'hétérosexisme dans le cadre de la lutte anticapitaliste. Le 1er décembre, des camarades de ce collectif avaient déjà fait un bloc à la manif Saint-Lazare-Champs Élysées, et c'était très important qu'ils/elles soient là. Les relations avec XR sont un peu particulières; ça c'est bien passé à Italie 2 le 5 octobre, mais ils se sont mis à flipper à Châtelet quand ils ont vu des GJ avec des bières. Ce n'était pas l'image qu'ils voulaient donner aux médias, une image de respectabilité petite-bourgeoise. S'ils ont pu s'installer pendant 8 jours et bloquer la place sans susciter de réaction du gouvernement pourtant habitué à la violence policière très dure contre les GJ et les jeunes des banlieues, c'est bien grâce ou à cause de cette respectabilité petite bourgeoise.

Il manque une fin. Si tu peux te lancer?

Il n'y a pas de fin, parce que le mouvement n'est pas fini. D'un côté pour Macron comme pour Le Pen, la messe est dite : le bilan du mouvement ce serait la montée des scores du RN aux élections européennes. En réalité je pense que, comme pour 68, il faudra une dizaine d'années pour faire le bilan des GJ, des dizaines de milliers de personnes ont participé de près ou de loin au mouvement. Pour beaucoup, même pour des gens qui avaient 40 ou 50 ans, c'était une première expérience militante. Tout cela s'inscrit dans plusieurs contextes : depuis la crise de 2008, il y a des soulèvements populaires un peu partout dans le monde, autour de la cherté de la vie et de l'indifférence des élites. Ces mouvements sont interclassistes, sans direction prolétarienne, avec parfois des composantes réactionnaires importantes, qui cherchent à tirer les marrons du feu. En France, il y a une radicalisation des formes de luttes (la bourgeoisie parle parfois de «zadisation» des luttes) depuis la réforme de 2010 sur les retraites, en passant par la loi Travail. Il y a aussi une volonté de poser (même mal ou superficiellement) la question du capitalisme, alors que le mot était devenu tabou dans les années 90-2000. Ce mouvement a semé des graines dans les consciences, on verra dans quelques années quelle gueule aura la récolte.





MACRON, PDG DE L'ENTREPRISE FRANCE À L'HEURE DE LA MONDIALISATION LIBÉRALE

9

Il est toujours périlleux de se lancer dans une analyse de la conjoncture. Les risques sont multiples, depuis le bavardage sans enjeu et donc sans intérêt, la vision tellement partielle et orientée idéologiquement qu'elle empêche toute critique et tout approfondissement jusqu'à la prétention à donner des leçons hors de toute modestie.

Pourtant, au risque de se tromper, il y a besoin de s'orienter, particulièrement dans la période actuelle. Il faut arrêter de naviguer à vue, entre le découragement des uns, l'activisme des autres, les incantations sur la convergence des luttes ou la démarcation par la violence. Macron polarise toutes les détestations sur son nom, et le mouvement des Gilets Jaunes en est l'illustration. On peut dire qu'il y a un côté « normal », de par sa fonction présidentielle. Mais cette fois, on sent que cela va plus loin – quelque chose a changé, mais quoi ?

Tentons une explication, mais en prenant un peu de hauteur, en suivant le schéma suivant :

- p. 10** Rappel de quelques périodes historiques, histoire d'éviter la confusion sur les termes.
- p. 12** Le passage de la mondialisation néo-coloniale à la mondialisation libérale
- p. 14** Les caractéristiques actuelles de la mondialisation libérale et ce qui a changé
- p. 16** Macron, PDG de l'entreprise France dans la guerre économique mondialisée
- p. 18** Mais alors, sur qui compter et quoi faire ?

L'IMPÉRIALISME ET LA MONDIALISATION

Lorsqu'il écrit « L'impérialisme stade suprême du capitalisme » en 1917, la première motivation de Lénine est de se démarquer des opportunistes qui prétendent voir apparaître une nouvelle « étape » dans la révolution socialiste, justifiant tous les renoncements : avant la révolution, il serait nécessaire de mener une révolution anti-monopoles, en alliance avec le capitalisme traditionnel (on peut presque reconnaître le PC d'aujourd'hui).

Et depuis cette date, c'est toujours l'enjeu d'une lutte féroce contre tous les réformistes qui prétendent que le capitalisme a changé et que donc l'actualité de la révolution doit être reportée. Le problème, si l'on peut dire, c'est que la formule percutante a été prise un peu trop à la lettre, comme si désormais plus rien ne pouvait changer, et que le capitalisme arrivé à son stade ultime était condamné au pourrissement et à l'autodestruction. La réalité historique nous a montré ce qu'il en était : deuxième guerre mondiale, multiplication des conflits régionaux, crises économiques et plans d'ajustement structurels en cascade, en fait le capitalisme à l'époque de l'impérialisme se transforme, s'adapte, surmonte provisoirement ses crises tout en créant les conditions de la crise suivante, toujours au détriment de la classe ouvrière et des peuples du monde.

Car si les fondements de l'impérialisme mis à nus par Lénine sont toujours là, et bien valables, la forme de la domination a bien changé depuis cent ans.

CAPITALISME ET IMPÉRIALISME

Rappelons quelques fondamentaux du matérialisme historique (sans développer ici).

Dans l'histoire de la société humaine, l'organisation sociale, organisée initialement sur la base du communisme primitif, va évoluer peu à peu sous le fait des progrès techniques, de la pénurie de ressources et de l'organisation sociale, vers l'esclavagisme, puis le féodalisme (avec ses variantes archaïques ou absolutistes, sans parler des variantes mal étudiées comme le mode de production asiatique) et le capitalisme lors de la révolution bourgeoise à partir du XVII^e siècle, d'abord au Pays-Bas et en Angleterre, puis dans le reste du monde. La Révolution française de 1789 et la prise de la Bastille en sont les moments symboliques clés.

À partir de la révolution industrielle de la fin du XIX^e siècle le mode de production capitaliste envahit toute la planète pour aboutir à sa domination totale et à son stade « suprême ».

Lénine écrit :

« (...) Le partage du monde est la transition de la politique coloniale, s'étendant sans obstacle aux régions que ne s'est pas encore appropriées aucune puissance capitaliste, à la politique coloniale de la possession monopolisée de territoires d'un globe entièrement partagé.

Aussi, sans oublier ce qu'il y a de conventionnel et de relatif dans toutes les définitions en général, qui ne peuvent jamais embrasser les liens multiples d'un phénomène dans l'intégralité de son développement, devons-nous donner de l'impérialisme une définition englobant les cinq caractères fondamentaux suivants : 1) concentration de la production et du capital parvenue à un degré de développement si élevé qu'elle a créé les monopoles, dont le rôle est décisif dans la vie économique; 2) fusion du capital bancaire et du capital industriel, et création, sur la base de ce « capital financier », d'une oligarchie financière; 3) l'exportation des capitaux, à la différence de l'exportation des marchandises, prend une importance toute particulière; 4) formation d'unions internationales monopolistes de capitalistes se partageant le monde, et 5) fin du partage territorial du globe entre les plus grandes puissances capitalistes. L'impérialisme est le capitalisme arrivé à un stade de développement où s'est affirmée la domination des monopoles et du capital financier, où l'exportation des capitaux a acquis une importance de premier plan, où le partage du monde a commencé entre les trusts internationaux et où s'est achevé le partage de tout le territoire du globe entre les plus grands pays capitalistes. »

Sans rentrer dans les détails, chacun peut facilement constater que les grandes lignes de l'impérialisme définies par Lénine sont toujours d'actualité, et en ce sens, le caractère « suprême », ou « ultime » du capitalisme est bien toujours vérifié.

MONDIALISATION ET IMPÉRIALISME

Il y a longtemps eu confusion sur les termes, en assimilant la mondialisation à l'impérialisme décrit par Lénine. Or il n'en est rien.

La mondialisation commence à l'origine de la civilisation, avec les déplacements de population et avec l'apparition et le développement de l'échange marchand (bien antérieur au capitalisme).

Dès l'antiquité, la mondialisation apparaît. On peut lire par exemple cette description au musée de la romanité à Nîmes :

« Une fois leur domination totalement établie sur la Méditerranée, les Romains garantissent par la loi le principe de liberté de navigation et la circulation sûre des marchandises, et ils exemptèrent de tout impôt les navires qui transportaient du froment et autres denrées alimentaires.

La facilité des communications maritimes entre toutes les rives de la Méditerranée et des échanges de marchandises et de personne favorisa la romanisation de l'Empire, avec un large phénomène d'osmose qui permit une unification inédite sur le plan économique, monétaire et linguistique. Bien entendu, l'échange ne fut pas à sens unique mais parfaitement réciproque et il entraîna la formation d'une société très variée sur le plan culturel, cosmopolite et multiethnique.

Les flux commerciaux n'étaient pas seulement limités aux frontières de l'empire. Pour importer surtout des produits de luxe, symbole de réussite sociale de plus en plus demandés par une société dont les différences de classe se basaient sur le patrimoine, les trafics commerciaux s'étendirent vers le nord jusqu'aux pays Baltes pour les peaux et l'ambre, et vers l'Orient jusqu'à la péninsule arabique, la Chine et l'Inde, des pays d'où provenaient l'encens, les parfums, les perles, les pierres précieuses, les épices, la soie, les viandes et les poissons rares, les fruits exotiques, l'ébène, les onguents ».

Ainsi, c'est dès l'Antiquité et les sociétés esclavagistes que la mondialisation commerciale se développe.

Elle se poursuit au Moyen-Age et à l'époque de la société féodale du XVI^e siècle, avec les Grandes Découvertes et le pillage éhonté qui suivit, et fut une base d'accumulation primitive à l'apparition ultérieure du capitalisme. Par exemple, ce sont 185 tonnes d'or et 16000 tonnes d'argent qui ont été extorquées à l'Amérique Latine par les conquistadores, qui ont servi à rembourser les dettes des Espagnols auprès des banquiers hollandais et donc permis des investissements massifs dans l'industrie naissante. Autre exemple, le marchand vénitien Marco Polo et ses voyages vers la Chine à la fin du XIII^e siècle pour établir des relations commerciales avec des puissances lointaines.

L'apparition progressive du capitalisme à partir du XVII^e siècle amène une première transformation dans la mondialisation. On passe de l'échange marchand à l'exploitation de la main d'œuvre dans les mines, les exploitations agricoles et donc au retour de l'esclavage, organisé en tant que système productif le plus rentable (et non plus l'esclavage primitif qui avait un autre sens). Dans le même temps, le colonialisme se développe sur toute la planète, avec l'apparition des colonies sur tous les continents par les grandes puissances de l'époque, essentiellement Espagne, Portugal, Pays-Bas, France et Angleterre (on trouve aussi à une moindre échelle la Belgique, l'Italie, l'Allemagne).

Le monde est partagé par les puissances étatiques qui veulent profiter des matières premières et de la main d'œuvre locale, favoriser l'installation des grandes exploitations agricoles ou industries locales, des monopoles commerciaux, directement liés à la métropole. La grande bourgeoisie capitaliste en constitution est d'emblée mondialiste, sur une base coloniale.

C'est la « grande époque » du colonialisme, qui va durer jusqu'au XX^e siècle et qui sera peu à peu mis à bas par la lutte des peuples pour leur libération, débutée dès l'occupation coloniale.

L'apparition de la phase impérialiste du capitalisme va à nouveau provoquer des changements dans la mondialisation, à partir de la fin du XIX^e siècle. Le système de domination impérialiste transforme la domination coloniale, en permettant des indépendances politiques formelles, mais en maintenant la domination économique via les bourgeoisies locales, soit compradore directement liée à l'impérialisme (import/export, banques et finances, propriétaires fonciers), soit bourgeoisie bureaucratique liée à l'appareil d'Etat local qui cherche à négocier une part du gâteau à son profit plus importante, dans un jeu d'équilibre entre les diverses puissances concurrentes, mais toujours dans le cadre du système impérialiste mondialisé. Les grands monopoles industriels et financiers envahissent la planète dans le cadre des « chasses gardées » issues du colonialisme, à la recherche de gains de productivité accrus dans la guerre économique qui se mondialise.

C'est une réalité connue et décrite en partie par Lénine, qui s'amorce d'ailleurs dès le début du XIX^e siècle en Amérique Latine avec les indépendances politiques, qui vont ensuite servir de laboratoire politique pour l'Afrique et l'Asie.

Cette époque de la mondialisation, on pourrait la caractériser de néo-coloniale. A savoir que la mondialisation se développe à partir d'un système colonial pré-existant (« la possession monopolisée de territoires » Lénine T22, p287), sous contrôle d'un système fortement étatique. La puissance impérialiste protège directement et ouvertement les intérêts de ses monopoles nationaux dans ce qui apparaît comme des « chasses gardées », mais on passe de la domination territoriale à la domination économique, renforcée par les accords militaires, la formation des élites politiques, les liens techniques et commerciaux. Les liens sont permanents entre les bourgeoisies de la métropole et des pays dominés, c'est la grande époque de la Françafrique, les coups d'état US en Amérique Latine etc.

C'est cette phase de transition qui va encore changer à partir des années 90, pour passer à la phase de la mondialisation libérale.

LE PASSAGE DE LA MONDIALISATION NÉO-COLONIALE À LA MONDIALISATION LIBÉRALE

Le long rappel précédent avait une raison : montrer que si nous vivons toujours à l'époque de l'impérialisme, la forme peut changer selon les périodes, et que cela amène à des changements dans la forme et la nature du combat. On ne peut pas en rester arc-boutés sur les descriptions de Lénine à son époque, en imaginant qu'il a déjà la réponse à nos questions, même si les grandes lignes qu'il a établies sont toujours vérifiées. Quelles sont donc les causes profondes à ce changement des années 90, qui se déroule à l'échelle de la planète ?

DE MAI 68 ET LA GUERRE DU VIETNAM À LA CRISE

Ces années sont celles de **l'apogée de la mondialisation néo-coloniale**, dans la foulée de la reconstruction de l'après-guerre, et avant son déclin. C'est l'époque des grands travaux (en France le nucléaire, les autoroutes, le TGV) d'infrastructure, de l'industrie florissante, de l'explosion de la chimie et de ses produits miracles (phytosanitaires, médicaments, plastiques), c'est l'exode rural massif et l'immigration, c'est le capitalisme productiviste de la société de consommation de masse (bagnole, télévision) qui s'impose comme modèle dominant.

La domination des puissances impérialistes sur les pays dominés est écrasante et sans partage, mais c'est la grande époque des indépendances politiques des pays du tiers monde : la moitié de ces indépendances ont lieu entre la fin de la deuxième guerre mondiale et 1979. Les affrontements mondiaux se font entre blocs, l'URSS étant redevenue une puissance impérialiste appuyée sur un capitalisme d'Etat issu de l'échec de la révolution socialiste avec la formation d'une nouvelle bourgeoisie d'état.

Outre ce qui apparaît comme un miracle économique (« les 30 Glorieuses », mais pas pour tout le monde, c'est la misère dans les pays dominés), cette période paraît porteuse d'espoir et de contestation.

- Révolution portugaise et chute des colonels en Grèce en 1974, victoire au Vietnam en 1975, des Sandinistes au Nicaragua en 1979, grèves de Gdansk en Pologne en 1980, apparition des Brigades Rouges en Italie en 1978, l'ordre impérialiste ancien est bousculé par les révoltes qui se répandent sous de multiples formes.

- Les révoltes dans le monde autour de Mai 1968 (Europe, Afrique, Japon, Etats-Unis) apportent une première rupture avec le mode de consommation et le moule idéologique proposé par l'impérialisme. C'est

la contraception et l'avortement (procès de Bobigny 1972), la première Gay pride (1977), la contestation de l'armée et du nucléaire (Plogoff 1978 Creys Malville 1977), des interventions impérialistes. Sous la pression des luttes anti-coloniales, c'est la contestation du pacte social issu de la guerre et d'un prétendu miracle économique. C'est également, après les sacrifices de la reconstruction d'après-guerre, la demande d'une part du gâteau plus importante pour des secteurs populaires qui restent souvent dans des situations financières très précaires.

Avec deux énormes paradoxes :

- Les luttes des peuples semblent partout victorieuses, alors qu'elles masquent des défaites sévères : l'apparition des économistes américains ultra-libéraux (les « Chicago Boys ») derrière le coup d'Etat au Chili (1973), dont l'importance comme laboratoire capitaliste ne sera comprise que bien plus tard ; de même que le retour de la Chine sur la voie capitaliste (1976) va donner un coup très dur aux espoirs portés par le communisme.

- Le modèle économique qui commence à être contesté par la jeunesse et le mouvement ouvrier est lui-même en bout de course : construit sur l'expansion de la reconstruction de l'après-guerre et le pillage colonial, il arrive en butée. Les gains de productivité ne sont plus suffisants pour la rentabilité du capital, la concurrence devient effrénée alors que tout l'espace est désormais occupé. La crise pétrolière de 1974 et le début de la crise économique à la même époque (sidérurgie, textile, BTP) ouvrent une nouvelle période, moins « glorieuse »... On peut ainsi dire que Mai 1968 s'achève avec les grandes grèves de la fin des années 70... L'idée du « repartage des richesses » commence à n'être qu'un mirage.

LES ANNÉES 80, ET LA CRISE CAPITALISTE

La crise capitaliste impose ses règles du jeu, sans que la bourgeoisie en mesure encore l'importance, et elle s'adapte donc empiriquement tant bien que mal aux changements d'où par exemple la forte inflation du début des années 80.

C'est l'époque des ajustements structurels dans les pays dominés (Sénégal 1984, Argentine 1985), de Thatcher et de la grève des mineurs en Angleterre (1984), des restructurations massives dans le privé (sidérurgie, automobile), des délocalisations, de l'explosion du chômage, de la précarité, de la flexibilité.

C'est l'époque de la mise en place de l'Europe économique pour tenter de résister à la crise (Schengen 1985, acte unique 1987), avec la libre circulation des marchandises, des capitaux, des personnes, mais la mise en place du contrôle aux frontières. C'est aussi la Politique agricole commune, avec les quotas de production, et l'intensification et la capitalisation massive de l'agriculture pour lui permettre de rester compétitive au niveau mondiale : la population agricole (qui représentait plus de 30% de la population active à la fin de la guerre) tombe à 7,7%.

L'immigration apparaît sur la scène politique et sociale, avec la grève des foyers Sonacotra en 1979, la grève des OS à Renault en 1973 comme à Talbot la même année. Les maoïstes y défendent le caractère unitaire, multinational et multiculturel de la classe ouvrière.

Le réformisme fait faillite sous toutes ses variantes, après la trahison syndicale de 1968. Construit sur la négociation conflictuelle du partage des miettes de l'après-guerre (programme du CNR), il n'a plus rien à proposer de fondamentalement différent face à la crise fondamentale du capitalisme. C'est la rigueur de Mauroy, premier ministre socialiste, en 1983, la chute du mur de Berlin en 1989. Le PC s'effondre, l'abstention politique explose, le FN apparaît (Dreux 1983), et c'est la rupture entre la gauche réformiste et l'immigration entre les déclarations de Mauroy contre les Ayatollahs durant la grève à Talbot et le bulldozer du PC à Vitry en décembre 1980. L'extrême-gauche, dont le mouvement marxiste-léniniste s'effondre à partir de la fin des années 70.

En fait à cette époque, c'est la crise qui s'impose, et le constat que la superstructure politique et idéologique issue de l'après-guerre (partis traditionnels, mode de pensée, consensus idéologique) n'est plus adaptée aux changements dans la base économique, à la crise et les restructurations qu'elle entraîne.

C'est la confusion, y compris dans le camp de la bourgeoisie.

LES ANNÉES 90, CONFUSIONS ET HÉSITATIONS

La crise suit son chemin, inexorablement. La concurrence et la guerre économique s'accroissent, et les capitalistes sont forcés de s'adapter, partout dans le monde.

C'est la poursuite massive des plans d'ajustement structurels, 41 en Afrique (dont la dévaluation du franc CFA en 1994), 20 en Amérique Latine, 14 en Asie, 11 en Europe.

L'ancien ordre mondial explose dans la première Guerre du Golfe (1991) et la guerre en Yougoslavie (1992-1995). Les accords d'Oslo laissent croire à la paix en Palestine, évidemment il n'en est rien. Et le

génocide au Rwanda (1994) rappelle l'implication des grandes puissances impérialistes – et avant tout la France – dans les conflits dits ethniques.

C'est la poursuite des réformes de la Politique Agricole Commune, la baisse des prix garantis, la crise de la vache folle. Avec le traité de Maastricht (1992), la directive sur les travailleurs détachés (1996), l'Europe poursuit sa restructuration pour résister dans la compétition mondiale, et l'unité l'emporte encore sur les divisions.

C'est toujours la poursuite des restructurations économiques dans le privé, l'extension massive dans le secteur public (La Poste), la généralisation de la sous-traitance, le renforcement de la précarité et de la flexibilité.

Au niveau technologique, c'est l'apparition d'Internet (1994), d'Amazon (1995), de Google (1998) : de nouveaux moyens technologiques se mettent en place pour accélérer le fonctionnement du capitalisme, en particulier au niveau de la finance, de la logistique et des transports – le domaine de la circulation du capital.

La bourgeoisie se cherche, s'unifie politiquement et idéologiquement, il n'y a plus de vraie différence entre droite et gauche : c'est l'époque des cohabitations Mitterrand-Chirac, Mitterrand-Balladur, Chirac-Jospin. Après le PC, la social-démocratie rentre en phase avancée de décomposition. Le FN s'installe.

La crise s'approfondit et s'étend à tous les domaines. Après les mesures d'urgence et empiriques des années 80, ce sont des plans d'ajustement structurels systématiques qui sont mis en place pays par pays, secteur par secteur, décuplés par la digitalisation de la société. Mais c'est encore la confusion au plan politique, le vieux cadre subsiste.

Avec l'échec du réformisme politique, c'est l'expansion de l'anarchosyndicalisme (décrochage CGT-PC, apparition des SUD, coordinations), le réformisme du capitalisme à visage humain, relooké par les sujets d'actualité (écologie après Tchernobyl-1986, le protocole de Kyoto-1992, la création d'EELV-1995). Le réformisme nouveau tente de se construire sur les ruines de l'ancien.

Le nationalisme, le racisme, le rejet de l'Europe se développent, comme réaction de peur de la petite-bourgeoisie face à la mondialisation qui s'accroît.

Durant les années 90, la crise s'approfondit et touche désormais tous les secteurs de l'économie, alors que l'ancien ordre mondial explose. Les plans d'ajustement structurels sont partout, décuplés par l'apparition de l'informatique.

Au plan politique, c'est la convergence politique de tous les partis bourgeois dans tous les domaines (économie, immigration), sans qu'ils réussissent à faire émerger une nouvelle modernité bourgeoise.

LES CARACTÉRISTIQUES ACTUELLES DE LA MONDIALISATION LIBÉRALE ET CE QUI A CHANGÉ

LES ANNÉES 2000-2010

Après les hésitations des années 80 et 90, la mondialisation libérale s'installe véritablement.

La situation mondiale est de plus en plus instable, avec les guerres régionales Afghanistan, Irak, l'Afrique, la Syrie, la Lybie, la guerre au Sahel et au Soudan, le printemps arabe et son échec (2011). La Chine concurrence ouvertement les USA et avec l'apparition de Poutine (1999), la Russie agressive est de retour sur la scène mondiale. On rentre dans la phase dite de « globalisation », c'est-à-dire la fin des chasses gardées, l'interpénétration des économies, la financiarisation, la production décentralisée et éclatée, la digitalisation élargie, la tendance à l'effacement des frontières, renforcée par l'impact croissant des questions écologiques (climat, eau, pollutions etc.). Cette globalisation va de pair avec l'accélération du cycle de la rotation du capital : libéralisations, production (flexibilité des outils de production, NTIC et digitalisation numérique, main d'œuvre) et circulation (transports, flux financiers, NTIC, délocalisations). Cela correspond à une nécessité pour le capital qui voit de moins en moins à long terme, les instabilités se répercutent en cascade. Pour limiter les risques, il faut rentabiliser le plus vite possible. D'où d'ailleurs les cahots de la crise financière de 2008 quand ça va trop vite... Les alliances et les blocs d'après-guerre éclatent, et on revient sur les relations internationales bilatérales pour plus de flexibilité et de libéralisme dans la compétition économique mondialisée. D'ailleurs, l'Europe suit dans le même chemin, avec la marche forcée au libéralisme, l'Euro, l'ouverture des marchés publics à la concurrence, la concurrence libre et non faussée, la directive Bolkenstein, le traité de Lisbonne. Mais qui dit plus de libéralisme dit moins de contraintes, et les contradictions s'approfondissent, ouvrant la porte au Brexit, au retour du nationalisme et à la crise des migrants.

Du point de vue social, c'est la catastrophe. La flexibilité individuelle (précarité) et collective (sous-traitance) deviennent la norme, il n'y a plus de repartage possible de miettes qui n'existent plus. On voit même apparaître les retours en arrière, c'est-à-dire le non-respect d'accords sociaux antérieurs : fermeture de Continental malgré les promesses (2009), Référendum sur le retour aux 39h à Smart Molsheim (2015), General Electric qui ne tient pas ses promesses d'emploi à Alstom Belfort (2018), remise en cause des 35h à PSA Vesoul (2018), fermeture de Ford Blanquefort (2019). C'est-à-dire qu'il n'y a plus de consensus social reconnu. Pourtant ce sont des fortes années de lutte sociale

(Lu-Danone en 2001, automobile 2009) qui se terminent sur un constat d'échec (loi El Khomri en 2016). La convergence des luttes n'est plus qu'un mot d'ordre creux, la CGT n'a plus d'orientation structurante, et est minée par les querelles de clans en interne. Les tentatives de rapports privilégiés Sarkozy-CGT puis Hollande-CFDT pour gérer les contradictions sociales sont un échec, alors qu'apparaissent des luttes interclassistes confuses comme les Bonnets Rouges en 2013, avant les Gilets Jaunes de 2019. Le système politique finit de se décomposer : après l'échec de Jospin en 2002, le PS tombe en ruines sous Hollande, entre les affaires Cahuzac en 2012, les Frondeurs en 2014 – ce n'est qu'en 2008 que Mélenchon quitte le PS tellement ce n'était plus possible. Du côté Sarkozy c'est la même chose avec le financement lybien en 2007, l'affaire Tapie en 2008. Le vote NON au référendum de 2005 alors que tous les partis appellent à voter OUI va sanctionner cette décomposition. C'est l'époque où apparaissent Valls et Macron, représentants du futur du capitalisme...

Ainsi, après les années 90, les caractéristiques de l'évolution du capitalisme en crise se précisent : globalisation mondialisée, immédiateté et accélération du cycle du capital, donc instabilité croissante et aveugle, individualisme, particularité et adaptation flexible comme conséquence. La superstructure bourgeoise a atteint le fond de la décomposition politique, il y a une nécessité visible du renouvellement. Le réformisme traditionnel du repartage des richesses bute sur la crise, il n'y a plus de miettes à partager, et le réformisme politique est liquidé. L'anarchosyndicalisme de la grève générale a fait la preuve de son échec. La tendance générale est à la réaction. Il n'y a plus de perspective et de projet de transformation sociale.

EN RÉSUMÉ, OÙ EN EST-ON ?

Au niveau de la base économique et sociale, quelles sont les caractéristiques de la mondialisation libérale :

- Individualisation, parcellisation du processus de production, à toutes les échelles
- Faire tomber les frontières, globalisation de l'économie – tout en maintenant des Etats nationaux comme support des monopoles mondiaux (logistique, brevets, système éducatif et formation, système bancaire et financier)

- La dialectique monopoles globalisés et rôle des Etats change : les chasses gardées n'existent plus, les monopoles mondialisent leur activité productive (sous-traitance, parcellisation)
- La mondialisation du mode de vie et de pensée, via la consommation et les réseaux sociaux.
- La flexibilité du système économique, adaptation, précarité, sous-traitance, délocalisations, flexibilité des horaires.
- Désindustrialisation de la France impérialiste, avec spécialisation vers les services, le tourisme...
- Accélération des mouvements de population, des migrations etc. Aujourd'hui, les migrants représentent

3,5% de la population mondiale, le nombre a doublé en 30 ans, essentiellement dans les pays développés, a diminué dans les pays en voie de développement.

- Accélération, transports, NTIC, finances

Il y a par ailleurs des facteurs nouveaux qui viennent perturber les prévisions capitalistes, alors même qu'elles sont en fait étroitement liées au passé récent du capitalisme mondialisé :

- Les changements climatiques

- Les pollutions mondialisées

- Envahissement de la chimie (catastrophes industrielles, phytosanitaires, médicaments, plastiques, OGM...) et des nouvelles technologies (NTIC).

LA SOUS-TRAITANCE C'EST L'HORREUR ECONOMIQUE DE L'IMPERIALISME MONDIALISE



C'EST LE CAPITALISME QUI EST PENIBLE !

OCML VOIE PROLETARIENNE



OCML-VP.ORG |   @OCMLVP

MACRON, PDG DE L'ENTREPRISE FRANCE DANS LA MONDIALISATION LIBÉRALE

L'élection de Emmanuel Macron est le saut qualitatif que la bourgeoisie attendait au niveau de la superstructure, pour adapter celle-ci à la base économique de la crise du capitalisme. Après 40 ans d'hésitations et de retard, ce n'est pas l'homme providentiel, mais le représentant des intérêts de la grande bourgeoisie à l'heure de la mondialisation libérale, enfin libéré du carcan du passé.

AU NIVEAU ÉCONOMIQUE

Macron et son gouvernement, c'est finalement un Thatcher à la française, trente ans après celle-ci, avec le même motif : « There Is No Alternative », il n'y a pas le choix. La conviction ferme qu'il faut réformer l'impérialisme français sans mollir et sans concessions, qu'il n'y a plus de miettes à partager. En ce sens, c'est une bascule par rapport à tous les gouvernements précédents, quoiqu'ils aient tous préparé le terrain (on n'a pas oublié Macron ministre de Hollande).

Macron, c'est la modernité de la mondialisation libérale, donc la défense intransigeante de l'Europe du capital contre les nationalismes – dont il sait se faire un champion en paroles contre Orban et le Brexit tout en étant excessivement prudent dans le concret : pas question d'ouvrir les frontières aux migrants comme a pu le faire Merkel !

Au plan français, ce sont donc l'enchaînement des « réformes » à la hussarde, qu'il convient de rappeler : la deuxième Loi travail et les ordonnances Macron (31/08/2017), la réforme des retraites (en cours), a loi santé et la réforme de l'Hôpital (16/07/2019), la loi asile immigration (10/09/2018) et le futur durcissement de celle-ci, la loi Blanquer pour une Ecole de la Confiance (27/08/2019), le maintien du glyphosate et de la centrale de Fessenheim, toutes ces réformes ont le même objectif. S'adapter, uniformiser par le bas, sélectionner, redonner compétitivité à l'impérialisme français dans le nouveau contexte mondial. Du même ordre, c'est l'abandon pur et simple des secteurs industriels comme Ford, Alstom, GM et S, Ascoval pour la spécialisation dans les services, le tourisme, les finances, la banque et les assurances.

A l'occasion de ces réformes, Macron a réduit à l'impuissance le réformisme syndical, celui qui veut grappiller quelques miettes en échange de sa reconnaissance : il n'y a plus rien à négocier, et même le paritarisme, saint graal de la collaboration de classe est désormais questionné...

En fait, Macron a opéré une bascule dans les alliances de classe de la grande bourgeoisie établies à la sortie de la guerre : abandon de la paysannerie dans son ensemble

(qui ne représente d'ailleurs plus que 3% de la population active) pour choisir l'agro-industrie mondialisée (la FNSEA), fin de l'alliance avec la petite bourgeoisie traditionnelle (commerçants, artisans), avec les directions syndicales (aristocratie ouvrière, bureaucratie, petite bourgeoisie salariée moyenne comme les enseignants) pratiquée par les gouvernements précédents. En fait, fin de l'alliance avec les secteurs traditionnels du repartage des richesses, du renforcement de la démocratie et de la justice sociale via l'Etat, en gros fin du Pacte social national qui datait de 70 ans, la fin de la Deuxième Guerre Mondiale et l'alliance communiste et gaullistes réunis. Son alliance, est désormais réduite aux secteurs supérieurs de la petite-bourgeoisie libérale ou salariée en plein développement avec l'évolution de l'impérialisme (cadres). Le tout doublé d'un souverain mépris pour les secteurs populaires.

AU NIVEAU SOCIAL

Macron a eu d'autant moins de mal à basculer au niveau des alliances de classe qu'il a fait l'analyse que dans l'immédiat, le mouvement social n'est plus un risque pour la bourgeoisie, muselé par la peur, la flexibilité et le chômage, par l'échec de l'anarchosyndicalisme, l'impuissance syndicale et l'absence de perspectives. L'échec des mouvements récents (deux lois travail, réforme de la SNCF, instauration de Parcours Sup), et la mobilisation moyenne des derniers mois ne l'inquiètent pas.

Pourtant, le mouvement social ne cesse pas. Des conflits durs se poursuivent à Ford, à la Poste du 92, chez les sans-papiers et dans le nettoyage, dans la santé aux Urgences, dans les EHPAD ou parmi les infirmières. Même les Gilets Jaunes, pour spectaculaire, déterminé et radical que soit le mouvement et le dévouement de ses militants, se révèle assez impuissant faute d'objectifs clairs. En outre, il est partagé entre une partie minoritaire qui cherche de nouvelles formes d'organisation (Assemblée des assemblées) et une majorité qui refuse de manière malade toute forme d'organisation, contre la starification des représentants et la délégation du système électoral.

La politique de Macron est celle d'un patron sûr de lui, qui fait l'analyse que le mouvement social n'est pas à l'heure actuel un danger : il se désintéresse des luttes en les laissant pourrir (15 mois à la Poste des Hauts de Seine, un an pour les Gilets Jaunes), sans même chercher à s'y opposer frontalement.

Cela dit, et pour relativiser quand même, il surveille la situation du coin de l'œil pour éviter un coup de colère

imprévisible susceptible de s'élargir en mouvement généralisé, d'où sa prudence sur la question des retraites. D'un autre côté, il ballade les réformistes syndicaux – Martinez est pathétique en train de quémander un débat sur les retraites dont Macron veut bien, mais sans rien lâcher de concret.

Quant à tout le secteur combatif, cristallisé autour du mot d'ordre de la convergence des luttes opposée à la lutte au cas par cas et aux journées d'action, s'il a raison sur le fond, il n'a pas compris la réalité de la situation sur laquelle s'appuie Macron : faute de perspective politique et de projet social, c'est le découragement et la résignation qui s'imposent. Car c'est bien de cela qu'il s'agit : il n'y a plus de perspective d'avenir, et le rêve fumeux de revenir au programme du CNR issu de la résistance ne correspond évidemment plus à l'époque de la mondialisation libérale et de la guerre économique mondialisée. Quant au « développement humain durable » de la CGT, version moderne du capitalisme à visage humain, personne ne peut y croire, tant la réalité de la guerre économique mondialisée s'impose à tou(te)s. Seule une issue révolutionnaire peut commencer à changer les choses...

Par ailleurs, la situation des classes a changé. La classe ouvrière est passée de 40% à 20% de la population active en 40 ans, et la désindustrialisation continue de faire des ravages. Plus grave, les partis qui se disent de gauche (mais bourgeois en réalité) ont validé la disparition de cette délimitation fondamentale, via des formules floues dont l'achèvement est « les gens », porté aussi bien par le PC que la France Insoumise. On n'est même plus au stade des « travailleurs » en général, on est sur « les gens opposés à l'oligarchie ». C'est-à-dire tout le monde dans le même sac, de l'OS sans-papier au cadre supérieur, en passant par le paysan riche et l'avocat, le prof d'université et l'assistante à domicile... avec des intérêts supposés identiques.

Tout cela a laissé le champ ouvert à la prise de pouvoir de la petite-bourgeoisie intellectuelle dans le mouvement social : enseignants, travailleurs sociaux, médias et communication, culture et art, universitaires etc. Ceci est lié d'une part à la hausse de la part de la petite-bourgeoisie dans la population active, d'autre part à l'arrivée de couches salariées issues du prolétariat, en particulier de l'immigration, fortement revendicatives de par leur histoire (la classe ouvrière) et leur situation vécue (le racisme en particulier).

Mais quelque part l'habit fait le moine, et faute d'un encadrement de classe solide aujourd'hui absent, ces couches sociales se radicalisent essentiellement sur plus de justice sociale, plus de démocratie et plus de reconnaissance de leur place dans la société, laissant de côté le combat anticapitaliste contre l'exploitation, **car le capitalisme n'est pas d'abord un système de domination antidémocratique, c'est d'abord fondamentalement un système économique d'exploitation.**

Le « système Macron » repose sur l'échec des partis traditionnels issus du passé.

En Marche n'est qu'un pseudo parti sans programme, ce qui correspond aux caractéristiques de la période : il n'y a pas d'alternative, donc pas vraiment besoin de réfléchir, il faut être flexible, rapide, s'adapter très vite en navigant à vue, le tout sans s'embarrasser de promesses ni de négociations. Tout le monde a bien entendu, si l'on ose dire, le silence du MEDEF depuis l'arrivée de Macron, il a trouvé son gouvernement... L'Etat est renforcé, mais en tant que système régalien d'une part (Armée, police, justice), et de support logistique au grand capital : abandon de l'illusion universaliste dans l'éducation pour renforcer la sélection (réforme Blanquer), politique de recherche et de brevets, renforcement de la place des PME (startups) à côté des grands projets (Airbus, nucléaire, armement). L'ancien Pacte social a été jeté aux orties, nous l'avons dit. Le pacte social de Macron, c'est Castaner, et la répression tous azimuts. La répression contre tous les empêcheurs d'exploiter en rond, chez les Gilets Jaunes, parmi les syndicalistes, les jeunes de banlieue, les écologistes radicaux. Il s'agit de faire peur, museler toute résistance, et la violence d'Etat se renforce en prenant un tour systématique.

Il y a certes eu les morts de mai 68, mais c'était dans le cadre d'un vrai soulèvement populaire généralisé. Il y a eu Malik Oussekiné avec Pasqua, il y a eu Rémi Fraisse avec Cazeneuve, on peut dire qu'il s'agissait de « bavures » d'Etat localisées. Désormais avec les armes de guerre civile intérieure, LBD et grenades, avec les corps spéciaux comme la BAC, la répression peut tuer, mutiler ou blesser gravement à une échelle de masse. Ce sont des procès par milliers, des emprisonnements fermes par centaines, des mutilés par dizaines.

La répression est d'autant plus féroce que le corps de la police est largement traversé par les courants ultra-réactionnaires (on parle 50% de vote FN dans la police et l'armée), et que l'Etat leur laisse la bride sur le cou, pour éviter aussi une fronde dans ce corps indispensable à cette étape de la restructuration de l'impérialisme.

En fait, dans la mesure où la mondialisation libérale « impose » quelque part ses règles du jeu, il n'y a plus de place à la discussion, la négociation, le compromis. Ne reste que le bâton pour faire rentrer de force ce qui ne veut pas rentrer.

Néanmoins, le « système Macron » ne vit pas hors sol. Dans la mesure où le système politique est la démocratie bourgeoise et pas la dictature ouverte, il a besoin pour se maintenir d'un relatif appui politique et idéologique. Et après quelques tâtonnements, il joue plusieurs cartes.

- La PMA pour toutes en premier lieu, pour calmer un secteur féministe bourgeois et se donner une image progressiste, à l'heure où le mariage pour tous est rentré dans les mœurs.

- Dans les campagnes, il caresse dans le sens du poil les chasseurs, en divisant par deux le prix du permis et en retirant certaines espèces de la protection animale.

- A la suite de Sarkozy et Hollande, il joue à fond de l'aubaine « anti-terroriste » pour justifier toutes les mesures répressives, réactionnaires, racistes et islamophobes ;

- Et le discours récurrent de la chasse aux migrants et du racisme bourgeois, en reprenant une nouvelle fois les vieilles antiennes contre le droit d'asile, les régularisations, l'islamophobie vulgaire à la suite des attentats, de la chasse aux sans-papiers. Bien sûr c'est caresser dans le sens du poil le FN et son électorat instable. Mais pas seulement. C'est aussi caresser la droite traditionnelle, mais aussi le PC (son secrétaire Fabien Roussel vient de faire le 21 septembre une déclaration incroyable en donnant des conseils pour arrêter l'immigration...), ce qui reste du PS (Valls a encore des partisans) et bien d'autres dans tous les partis. Car derrière le racisme anti-migrants, il y a le nationalisme, support politique et idéologique

indispensable à l'heure du libéralisme et de la concurrence effrénée qu'elle entraîne.

AU NIVEAU IDÉOLOGIQUE

L'idéologie macronienne tient en quelques lignes :

- « Il n'y a pas d'alternative », c'est ça ou le déluge.
- La compétition, la concurrence et la réussite individuelle. L'individualisme de fait le cœur du capitalisme mondialisé et du macronisme.
- Le mépris ouvert pour le peuple.
- Un national-patriotisme soft contre tous les ennemis économiques et politiques, comme ciment de l'unité nationale.
- Le discrédit de tout le système politicien passé, tout en cherchant à établir un système de régulation via En Marche pour étouffer l'apparition de concurrents encombrants. Ce qui explique la polarisation contre le FN, à la bonne école de Mitterrand, pour s'en faire un meilleur ennemi lui garantissant son maintien en place.

PARTIE 5

QUELLE OPPOSITION ?

Il a fallu toute ces pages pour arriver à expliquer (un peu) la nature profonde du système macronien, et en quoi il correspond tout à fait à l'évolution de l'impérialisme français, dans sa nouvelle phase de la mondialisation libérale. Mais alors, comment faire et sur qui compter ?

OÙ EN SONT LES RÉFORMISTES ET LES MILITANTS RADICAUX ?

On ne s'attardera pas trop sur les réformistes traditionnels syndicaux et politiques (CGT, PC, FI) dont nous avons longuement parlé au fil du texte.

On ne s'attardera pas non plus sur les réformistes radicaux (SUD, NPA, UCL...) qui revendiquent toujours un « meilleur partage des richesses », à l'heure où l'impérialisme a décidé une fois pour toutes de se les accaparer toutes, et où le seul enjeu pour la classe ouvrière est l'autodéfense au quotidien sur ses intérêts propres, et sa préparation à la révolution. Aujourd'hui encore plus qu'hier, ce n'est pas le partage des richesses que nous voulons, mais toutes les richesses ! Ce discours est d'ailleurs doublé d'incantations à la convergence des luttes et à la grève générale, certes justes « en principe », mais assez hors de propos dans la période actuelle.

On ne s'étonnera donc pas trop du discrédit politique, du rejet de toute organisation, comme on le voit parmi les Gilets Jaunes. Et faute de miettes à grappiller, faute de projet, faute d'organisation, faute aussi de mémoire du passé, les militants les plus radicaux imaginent que

c'est la violence qui va jouer de facteur de démarcation en lui-même, par le fait. Les Blacks blocks ont impressionné, mais ils ont aussi fait la preuve de leur impuissance à agir par eux-mêmes, indépendamment des réformistes dont ils cherchent au mieux à détourner et radicaliser les actions. Par ailleurs, ils n'ont aucune volonté de rallier la masse des opposants, incapables de s'engager dans de telles action.

Le phénomène le plus significatif de ces dernières années est l'émergence de deux questions très importantes

- La question de l'égalité des droits en termes de genre (sexisme, homophobie, lutte contre le patriarcat, contre les féminicides), et en termes de racisme (sans-papiers, migrants, islamophobie, diverses formes de racisme). Ces mouvements sont pour l'essentiel portés par des militant(e)s qui se situent sur le terrain de la démocratie et du combat contre l'injustice, sans savoir faire le plus souvent le lien avec l'exploitation capitaliste qui est le cœur du « système », qui entretient toutes les discriminations issues d'un passé parfois lointain pour maintenir des privilèges (le macho blanc hétérosexuel...), pour diviser aussi le camp de la résistance au capitalisme.

Le capitalisme est un système économique et social, entretenu par un système politique et idéologique à son service. C'est en liant le combat pour l'égalité des droits à l'inégalité de classe fondamentale du système qu'on arrivera à le mettre à bas, sinon ce sera un combat sans cesse renouvelé et sans issue.

- La question écologique et environnementale, élargie à la santé, au climat, à la pollution et au respect des animaux. Le fait est que la mondialisation libérale et la globalisation entraîne une meilleure compréhension du capitalisme et de sa nature économique catastrophique, d'autant que les phénomènes ont désormais une ampleur planétaire. Là encore il va falloir sortir de la mobilisation médiatique chère aux écologistes institutionnels plus ou moins radicaux, pour articuler le combat avec une critique radicale du capitalisme en tant que mode de production destructeur de l'homme et de la nature.

QUELS AXES ET QUELLES PRIORITÉS POUR LES MILITANTS QUI PERSISTENT À SE REVENDIQUER DU COMMUNISME?

- Nous devons être particulièrement clairs sur le libéralisme : ce n'est nullement un système particulier, mais **la forme actuelle** de l'impérialisme mondialisé. Tous les réformistes (même très radicaux) qui prétendent en revenir au passé, au capitalisme étatique réputé à visage un peu plus humain doivent être démasqués pour ce qu'ils sont : des défenseurs de l'exploitation et de la domination impérialiste, dans le cadre de la guerre économique mondialisée. Le combat contre le libéralisme n'est que la forme actuelle du combat contre le capitalisme.

- Le réformisme prétend qu'à l'heure de la mondialisation libérale, le combat regroupe désormais tous « les gens » contre « l'oligarchie financière ». Au contraire, nous affirmons que la question de classe et la centralité ouvrière sont toujours au cœur d'un véritable changement de système. Pas au sens d'une centralité économiste ou ouvriériste, mais dans le sens où c'est l'exploitation qui est au cœur du capitalisme, un mode de production économique catastrophiste, et seulement ensuite un système de domination. Et cela, nous pouvons le faire vivre concrètement dans ses manifestations : pénibilité, sans-papiers, sous-traitance, guerre économique mondialisée, licenciements et restructurations, retraites, pauvreté et misère croissante, catastrophes écologiques...

- Une des caractéristiques de l'impérialisme à l'heure de la mondialisation libérale, c'est l'individualisme, le particularisme, la flexibilité au plan économique, et cela se retrouve dans les progrès de l'idéologie individualiste dans toutes les sphères de la société, de la politique, de la culture, du comportement social. Nous devons combattre toutes ces tendances à l'individualisme, au corporatisme, au particularisme. C'est le collectif, l'universalisme, qui est au cœur du communisme, et c'est un projet collectif que nous devons construire, pas l'addition de perspectives particulières, ce n'est que dans le cadre collectif que nous

pourrons prendre en charge les particularismes.

- Nous devons toujours mettre en avant la question de l'organisation et de la construction d'un parti communiste, même si dans la période actuelle cela est particulièrement à contre-courant. Il faut faire des écoles, créer des cercles communistes, et c'est ce que nous faisons. Contre les tendances à l'anarchisme et à l'individualisme reflètes de la période actuelle, c'est l'organisation d'avant-garde que nous devons persister à revendiquer et construire.

Et pour cela, nous devons nous démarquer nettement de tous les aspects du réformisme, ce que nous avons négligé ces dernières années, en menant le débat fraternel et la critique constructive, mais sans concession.

- Il nous faut mener une critique de classe de la domination patriarcale, du sexisme, de l'homophobie, une critique de classe du racisme et de la domination néo-coloniale. Si nous avons des positions de principe bien établies, nous avons du chemin à faire, des erreurs à corriger. Il nous faut intégrer plus systématiquement l'écologie, la critique du patriarcat et la lutte antiraciste à notre critique du capitalisme.

- La mondialisation libérale et la concurrence accrue font tomber tous les masques réformistes de réforme du capitalisme (en Europe, l'échec du « socialisme du XXI^e siècle » en Amérique Latine...), par la réalité même de la globalisation planétaire, économique, écologique, migratoire, idéologique et militaire. Nous devons renforcer l'internationalisme et l'anti-impérialisme de classe, en particulier le soutien aux peuples en lutte, au premier chef les peuples palestinien et kurde, écrasés par tous les impérialismes et le sionisme.

RÉFÉRENDUM « POUR RÉAFFIRMER LE UN ÉCRAN DE



CARACTÈRE PUBLIC » D'AÉROPORT DE PARIS FUMÉE RÉFORMISTE

Le 9 avril 2019, des députés et sénateurs du PCF, de la France insoumise, du PS et des Républicains ont déclenché le processus qui permettra peut-être l'organisation d'un Référendum d'Initiative Partagée (RIP) pour refuser la privatisation du groupe Aéroport de Paris (ADP), qui possède les aéroports d'Orly et de Roissy, qui est souhaitée par le gouvernement LREM. Pour déclencher le RIP, il est nécessaire de récolter les signatures de 10% des membres du corps électoral d'ici le 20 avril 2020, soit de plus de 4 millions de personnes.

Il est clair que ce projet de référendum est une manœuvre des partis bourgeois réformistes pour simuler une opposition à la politique du gouvernement Macron. Alors même que sous le gouvernement Jospin, PS et PCF main dans la main furent les plus gros privatiseurs, alors que nous sortons de 5 ans de gouvernement Hollande marqués par la Loi El-Khomry et le Pacte de compétitivité... C'est sous Hollande que le 5 octobre 2015, lors du CCE (comité denral d'entreprise) il y a eu l'affaire de la chemise arrachée. Mais il n'y a pas que ça. Fondamentalement, il s'agit aussi pour eux d'essayer encore une fois de rallier les masses à l'illusion du caractère démocratique des institutions politiques bourgeoises, comme quoi nous pourrions nous, les exploités, compter sur leur parlement, leurs référendums et leurs élections, plutôt que sur notre organisation indépendante de classe.

Il est tout à fait juste de dire que le gouvernement Macron privatise pour renforcer les grands groupes capitalistes comme Vinci (sûrement pour consoler ce derniers de l'abandon du projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes) en leur cédant une entreprise extrêmement rentable. C'est la règle du « socialiser les pertes, privatiser

.....
**Un syndiqué CGT
lors d'une manifestation
à Paris, le 13/03/2019**

• Crédit : Philippe Lopez , AFP

les profits », classique des rapports entre les Capital et l'État dans la société bourgeoise. Ce constat flagrant, et à juste titre révoltant, ne doit cependant pas justifier de se rallier à toute proposition réformiste qui prend l'aspect d'un acte de résistance au Capital.

Quasiment toute la gauche et l'extrême-gauche s'est jointe à cette campagne pour le référendum, côte à côte donc avec le PS et les Républicains dans un bel élan d'unité nationale. Les grands partis partis réformistes bien sûr, mais aussi le NPA (Nouveau Parti Anticapitaliste), ou même les anarchistes de l'UCL (Union communiste libertaire). Lutte Ouvrière (LO) a adopté une position ambiguë, sans dire ce qu'elle pense de la campagne pour le référendum, et concluant toutes ses prises de positions sur le sujet par une sentence du type « seule la lutte des travailleurs permettra de faire reculer le gouvernement... »

Leur point commun à tous, c'est la défense du « Service public », ou bien l'idée que puisque ADP est une entreprise propriété d'Etat, elle serait « à nous ». Mais dans la société capitaliste, l'Etat est l'instrument de la bourgeoisie, le défenseur de ses intérêts communs ; ce que l'Etat contrôle est donc aussi entre les mains de la classe exploiteuse. Les prolétaires n'ont ni le contrôle de l'Etat, ni la propriété des entreprises publiques. ADP n'est donc certainement pas à nous. C'est le B.A-ba du marxisme.

Aéroport de Paris, tout comme toutes les autres entreprises publiques, n'a pas été créé pour répondre aux besoins des travailleurs ou suite à leur combat, mais pour faciliter la circulation du capital en hommes, en marchandises ou en flux financiers. Les « services publics » correspondent à des fonctions nécessaires aux capitalistes dans leur ensemble, qu'ils ne peuvent pas assurer individuellement. En quoi dans sa mission Aéroport de Paris serait un « service public » à défendre? Le développement du transport aérien est lié au développement de Paris comme métropole impérialiste, il sert avant tout à

assurer la liaison du capitalisme français avec ses intérêts économiques dans le monde. Dans un monde sans impérialisme et sans tourisme de masse destructeur, il faudra de toute façon en finir avec les aéroports monstres. Dans la proposition de loi présentée par les groupes politiques qui défendaient le référendum à l'Assemblée nationale le 10 avril 2019, ADP est présenté comme « *une société florissante* ». Grâce à qui, et avec quels moyens? La « *construction d'un terminal 4... permettrait, à l'horizon 2023-2024, d'augmenter de 10 millions de passager sa capacité actuelle et à terme, de porter celle de l'aéroport à 120 millions de passagers en faisant le premier aéroport européen.* » Pendant ce temps Heathrow, l'aéroport de Londres concurrent de Roissy « *rencontre une forte contestation populaire* ». Donc profitons que le concurrent soit en difficulté. On continue, « *ainsi ce ne sont pas moins de 23 liaisons aériennes qui sont opérées depuis ADP, vers des destinations intérieures en métropole et dans les outre-mers.* » Celles et ceux qui soutiennent ce référendum, se trouvent de fait à la remorque des bourgeois, pour qui ce n'est pas un problème de capturer des terres cultivables afin d'agrandir l'aéroport. Rappelons à ces « *éco-socialistes ou écologistes* » que les émissions de CO2 des avions sont 45 fois plus élevées que le train. ADP est une multinationale expansionniste, qui rachète et investit dans les aéroports à l'étranger (37 à l'heure actuelle) et participe à la guerre économique impérialiste, comme le font Renault, Airbus ou Total. Comme le font la SNCF ou la Poste, autres entreprises « *publiques* ». Dans sa stratégie et dans sa manière de gérer, rien – mais vraiment rien – ne différencie l'Etat-patron de l'actionnaire privé. L'Etat fait même souvent pire. A France Télécom, la Poste ou la SNCF, c'est l'Etat patron qui s'est chargé de généraliser la sous-traitance, de casser les acquis sociaux, de dégrader les conditions de travail. C'est aussi le cas à ADP, où depuis plusieurs décennies la direction fait de même. ADP a été introduite en bourse en 2006, période où commence la sous-traitance vers sa filiale Alyzia. L'expérience montre que la privatisation est bien souvent le point final de la restructuration, et non pas son commencement. Une fois que l'Etat « *bras armé du Capital* » s'est chargé du sale boulot, il cède l'entreprise aux capitalistes. La défense du « *service public* » est très populaire parmi les travailleurs. Cette popularité est liée à la défense des acquis dans les services que la Bourgeoisie a du mettre en place pour assurer la reproduction de notre force de travail : santé, école, famille, transports, services de base (eau, électricité...). Ces acquis, il faut les défendre contre les attaques permanentes du gouvernement et des patrons. Nous défendons aussi leur relatif caractère collectif et égalitaire contre la jungle du libéralisme individuel. Mais il y a une grande illusion à croire que le caractère public des services est le garant des acquis et de l'égalité! D'ailleurs, les travailleuses et travailleurs d'ADP n'ont jamais bénéficié

d'un statut particulier qui comporterait des avantages acquis qu'il faudrait défendre, à l'inverse des fonctionnaires ou des cheminotes et cheminots.

La question du statut public ou privé de l'entreprise n'a pas de sens du point de vue ouvrier si elle n'est pas considérée du point de la vue des statuts et des conditions de travail. D'un point de vue de classe, on constate qu'avant tout, le fameux « *Service public* », c'est le Service du Capital, même si ces Services ont été (et doivent être) l'enjeu de luttes pour défendre et étendre les avantages accordés aux travailleuses et travailleurs. Voilà pourquoi nous ne défendons pas le « *Service public* ».

Ceux qui aujourd'hui portent le référendum contre la privatisation d'ADP (comme les bureaucrates syndicaux de la CGT) sont ceux qui ont accepté l'extension de la sous-traitance et de la précarité depuis des décennies dans les entreprises d'Etat en échange de la sauvegarde de leurs privilèges et des acquis d'un noyau de travailleurs, d'« *aristocrates ouvriers* », formant leur base sociale, en sacrifiant toujours plus de travailleuses et travailleurs des activités considérées comme « *périphériques* ». Ou par le PCF, qui dans les collectivités locales qu'il gère privatise et sous-traite de plus en plus les services municipaux. Pas étonnant que ceux-ci ne mettent pas en avant la question du statut et des conditions de travail des salariés d'ADP dans leur campagne, et ne parlent que du caractère public de l'entreprise qui par lui-même changerait tout. La vraie question, c'est la défense des intérêts collectifs des travailleuses et travailleurs des aéroports. Défense de leurs intérêts matériels immédiats, mais aussi lutte contre tout ce qui divise et affaiblit le collectif des travailleurs face au patron, pour assurer l'unité de notre classe. Entreprise privée ou entreprise publique, ce qu'il faut mettre en avant, c'est notamment :

- Le refus de tout licenciement,
- La réintégration de tous les sous-traitants
- L'embauche des précaires en CDI,
- La régularisation de tous les travailleurs sans-papiers, nombreux à travailler sur les plate-formes aéroportuaires.
- Un même statut pour tous les travailleurs des aéroports, basé sur le plus protecteur
- Non à l'agrandissement des aéroports et aux grands projets inutiles
- Priorité aux transports par le train, suppression de la plupart des liaisons aériennes intérieures

Alors, si par miracle le référendum pour conserver le caractère public d'Aéroport de Paris a bien lieu, et si il est remporté par les opposants à la privatisation, qu'auront gagné les travailleuses et travailleurs dans le fond? Rien en réalité, si par ailleurs le patron, quelque qu'il soit, peut continuer à poursuivre en interne sa politique anti-ouvrière. Voilà pourquoi l'OCML-VP considère cette campagne pour le référendum comme un écran de fumée réformiste et ne participera pas à cette mascarade.

ALGÉRIE

DOUBLE INTERVIEW



23

Crédit : VOS

Nous avons interrogé deux jeunes militants, un militant désigné A et une militante désignée B. C'est un éclairage sur la profondeur de la mobilisation, et aussi sur ses limites. Vous noterez que la réponse sur la place de la classe ouvrière est meilleure que la question ! Car les revendications économiques immédiates, un emploi, un salaire, etc., peuvent à la fois tirer le mouvement vers l'avant, le sortir du seul cadre démocratique, des impasses électorales et constitutionnelles, ou au contraire le tirer en arrière, vers des luttes corporatistes dispersées.

LES CAUSES DU MOUVEMENT

Pourquoi un grand mouvement maintenant? Il se disait qu'en 2011, l'Algérie avait peu participé au « printemps arabe » parce qu'il y avait le souvenir des chars d'octobre 1988 et de la répression dans le sang de la marche de 2001, et deuxièmement l'arrosage de prêts de la part du gouvernement.

A : Disons qu'en effet, une bonne partie des jeunes qui se battent ou se mobilisent aujourd'hui dans le cadre de ce mouvement dénommé Hirak n'a pas connu le souvenir des années 90 vu que ces années correspondent à leur période de naissance. Ils ne peuvent donc pas avoir connu, pour eux, les chars d'Octobre 1988, la décennie noire qui a suivi 1991 avec le Groupe Islamique Armé ainsi que la répression de la marche de 2001. Ensuite, les cours du gaz et du pétrole suivent les fluctuations en fonction de ce qui est orchestré comme politique mondiale. Sinon, aujourd'hui c'est un grand mouvement qui se met en place du fait du ras le bol, qui ne gagne désormais pas uniquement quelques franges « éclairées » du peuple mais la grande majorité de la population, qui n'en peut plus.

B : Oui, l'Algérie est un pays extrêmement jeune, et le Mouvement est extrêmement jeune. Les années noires, la guerre civile, c'est déjà du passé. Même si des événements comme la rencontre de Sant'Egidio en 1995 a laissé des traces politiques : un processus de « concorde nationale » ouvert à tous les partis politiques, y compris le FIS, front islamique du salut, et une fraction minoritaire du FLN ; et avec la participation de Louiza Hanoune du PT ! Sans résultat concret. La cause du Mouvement, c'est la situation actuelle, qui est insupportable, ce sont les méfaits de l'Etat. Les scandales de corruption au sommet, et la vie qui devient de plus en plus dure à la base. Les mouvements de grève dans les entreprises, la Sonatrach, la SNTF (les cheminots), l'Education nationale, etc., ne datent pas de 2019. En 2017 par exemple, la loi de finances a provoqué un mouvement de protestation le 2 janvier. A Bejaïa, l'émeute dure 2 jours, il y a plus de 400 arrestations. Et presque quotidiennement dans des villages, il y a des barrages sur les routes pour réclamer la fin des coupures d'eau ou d'électricité.

Le 5^e mandat de Bouteflika a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Mais quel est le contenu du vase? Le « système », c'est le pouvoir des généraux et des grands patrons, c'est une bourgeoisie nationale complice des puissances impérialistes? Quelle est la vraie cible du Mouvement (le Hirak)?

A : Oui, le désir de Bouteflika de se présenter aux élections pour un cinquième mandat a été effectivement la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Le contenu du vase est le ras-le-bol qui s'est accumulé depuis tant de temps. Ensuite lorsqu'on parle du « système » en Algérie, c'est plutôt l'ensemble des généraux et de l'armée qui tiennent véritablement les rênes du pays, bien que les grands patrons (autrement dit, la bourgeoisie nationale complice des puissances impérialistes) soient aussi dans le coup, dans la mesure où, en tant qu'Etat capitaliste, l'Etat algérien est donc par définition l'organisation politique et économique suprême des capitalistes d'Algérie. Cela dit, la vraie cible du Mouvement (dénommé Hirak) est aujourd'hui « le système » dans l'ensemble, c'est-à-dire globalement le pouvoir et « ceux qui gouvernent ». Ainsi, la cible est tout ce qui est cité ici, si ce n'est que le Hirak n'est pas encore un mouvement consciemment dirigé contre les capitalistes et leur système en tant que tels. Ce n'est dit que globalement pour le moment.

B : Le secteur privé a commencé à prendre de l'importance à partir de 1995, avec un plan d'ajustement structurel dicté par le FMI. L'unité des patrons et des généraux s'est faite autour de Bouteflika. Il donnait une image d'unité à un panier de crabes. Après l'avoir sacrifié à cause du Mouvement, ils ont été obligés d'en sacrifier d'autres, comme des proies jetées à une foule en colère pour la calmer.

Il y a maintenant deux clans. Les nouveaux tenants du pouvoir, qui succèdent à Bouteflika mais peuvent difficilement incarner l'unité de la bourgeoisie comme il le faisait. Et le clan des vaincus, Saïd le frère de Bouteflika, Haddad l'ancien patron des patrons, etc. Ils se présentent tous comme des amis du Mouvement, les premiers parce qu'ils répondent à ses revendications, les autres parce qu'ils sont des opposants au pouvoir actuel.

Le Mouvement n'est pas dupe. Il rejette même les opposants traditionnels comme le FFS et le RCD (front des forces socialistes, et rassemblement pour la culture et la démocratie).

« Le surgissement est né dans la rue », dit Giulia Fabbiano (14 mars 2019), mais « grâce à un travail militant de longue haleine menée en amont par les associations, les partis d'opposition, les intellectuels, les artistes ». Quelle est la part des militants, et quelle est la part des non-affiliés et des réseaux sociaux?

A : Oui il s'agit en effet d'une accumulation. Comme on dit si bien, les petites gouttes forment les grands torrents. Et c'est exactement ce qu'il se produit. Pour la part des militants, il y a une grande masse de

militants de gauche, d'extrême gauche, de syndicats, d'associations, etc...de tout genre qui s'investissent autour de la perspective globale commune qui est le départ du « système ». Même les « indépendants » ainsi que les réseaux sociaux ont fait des contributions allant dans le sens de ces optiques-là. Le problème, cela dit, est qu'il manque au Hirak une perspective d'orientation, servant comme son nom l'indique à ce que le peuple soit orienté, donc que le peuple sache pourquoi il se bat en positif et qu'ainsi il ait plus de chances de réussir, grâce à cette orientation, qui fait défaut aujourd'hui.

LE MOUVEMENT

Le Hirak se présente comme la suite et l'aboutissement de la révolution d'indépendance nationale, car la victoire a été volée au peuple (d'abord par l'armée des frontières). Est-ce que le mot de « révolution » est adapté, est-ce qu'il est utilisé ?

A : Oui, c'est la suite et l'aboutissement de la révolution d'indépendance dans la mesure où, dedans, beaucoup d'Algériens, aussi bien clairement qu'implicitement, veulent par ce mouvement reprendre en effet le flambeau de la révolution qui a mené à l'indépendance nationale. Ainsi, la période de révolution confisquée de 1962 jusqu'à maintenant par le « FLN / système » serait une sorte de « parenthèse ». Cela dit, même si cela prend la forme d'une révolution en quelque sorte, du fait que les masses populaires expriment leur ras le bol et leur exigence du départ de système, ce n'est pas tout à fait une révolution. Du fait du caractère spontané du Hirak, et que celui-ci n'a pas été préparé par une structure militante à la fois organisant le peuple et apportant une perspective, on peut plutôt parler de révolte. Donc le terme révolution n'est pas encore tout à fait adapté pour le moment.

Est-ce que la limite de l'unité populaire n'est pas dans l'unité avec les bourgeois libéraux, qui sont très « démocrates » parce que leurs affaires et leurs projets sont entravés par les clans au pouvoir. Ils sont prêts à écrire une nouvelle Constitution, à mettre en place un nouveau président et un nouveau gouvernement, mais ils veulent en fait « être calife à la place du calife ». Ces faux amis démocrates sont-ils dénoncés dans le Mouvement ?

A : Ces faux amis pseudo-démocrates ne sont malheureusement dénoncés que par une partie de la gauche, l'extrême gauche bien sûr et les syndicalistes, mais sinon, globalement, ils ne sont pas directement

dénoncés en tant que tels dans le mouvement du fait que celui-ci n'est pas (encore) un mouvement social clairement et consciemment dirigés contre eux.

B : Pour les vieux partis complices du régime, c'est « dégage » aussi. Par exemple, Saïd Sadi, l'ancien secrétaire du RCD, s'est présenté à une manif du vendredi. Il s'est fait immédiatement dégage ! « Ta place n'est pas avec des tubes digestifs ! » : allusion à une formule dont tout le monde se souvient, utilisée par le secrétaire du RCD pour critiquer des manif contre la hausse des prix, les pénuries, etc.

La honte est plutôt pour la France Insoumise, qui a reçu ce monsieur à son université d'été de Toulouse en août. Pour les Algériens, c'est un complice des généraux et de Bouteflika. Le sentiment d'un « tous pourris » est très répandu.

La présence massive des femmes dès le 2^e vendredi a été remarquée par tous. Est-ce que leurs revendications et leur opinion sont claires et connues de tous ? Est-ce que les femmes ont des lieux où elles peuvent discuter entre elles ?



Crédit : VOS

A : Pas aussi pleinement que l'on pourrait s'y attendre mais globalement, la réponse est quand même oui, du fait qu'elles ont leur tribune, leurs associations, que leurs milieux professionnels s'expriment (comme avec les avocates et diverses intellectuelles qui descendent dans la rue) et ainsi de suite.

B : Les femmes sont très présentes dans les manifestations du vendredi, mais leurs revendications particulières ne sont pas visibles. Celles qui ont posé le problème du Code de la Famille se sont fait huer. En fait, c'est un peu le dilemme mère ou pute. Les femmes mariées avec enfants sont des personnes respectables, les autres sont suspectes.

Les stades de foot, par exemple, sont des espaces formidables de politisation. Les associations de supporters ont composé des chansons qui sont reprises dans les manifs. « Je n'ai plus de président, mais j'ai une photo », « Je n'arrive pas à dormir, je pense à l'avenir »... Mais il y a aussi : « Quand il n'y a pas de président, les femmes prennent le pouvoir ». Les syndicats sont contre les femmes à l'usine; ce n'est pas leur place!

La question de l'héritage (une demi-part pour les filles) n'est pas le problème n° 1. Le problème n° 1, c'est l'obligation d'avoir un tuteur, pour se marier par exemple.

« Pour l'instant la classe ouvrière n'est pas en train d'hégémoniser le mouvement populaire... Par exemple, dans le Sud, là où se trouvent les secteurs du pétrole et du gaz..., les travailleurs n'ont pas fait plus de cinq jours de grève et le processus d'auto-organisation est quasiment inexistant. » (Entretien avec Yani Aïdali, militant du Parti socialiste des travailleurs, 22/04/19 – <https://www.revolutionpermanente.fr>). Vrai ou faux? Il y a une lutte contre la direction de l'UGTA, et des équipes syndicales en-dehors de l'UGTA. Il y a aussi des organisations politiques qui se réclament de la classe ouvrière. Mais est-ce que les revendications et les opinions des ouvriers et des travailleurs sont claires et connues de tous? Est-ce que les travailleurs ont des lieux pour discuter entre eux?

A : C'est vrai, hélas, que la classe ouvrière n'est pas en tête. Et c'est ce qui explique que le mouvement ne soit pas dirigé clairement et consciemment contre les capitalistes et leurs amis, les maîtres actuels. La lutte au sein de l'UGTA est assez connue, mais hélas, ni clairement socialiste (c'est plus des revendications ouvrières et sociales que des revendications socialistes à proprement parler) ni clairement dirigée

contre les capitalistes en tant que tels, encore une fois, et ni grandement connue, au vu de l'aspect « globaliste » du mouvement Hirak. Mais en effet, les travailleurs ont des lieux et des tribunes pour discuter entre eux et de leurs idées, non seulement des lieux et des organisations en tant que tels mais aussi les réseaux sociaux...

Est-ce que la solidarité avec les jeunes inculpés ou emprisonnés est toujours présente dans le mouvement et reste un préalable à toute solution?

A : Oui, et c'est une exigence populaire, et une exigence du mouvement en tant que telle. Cela dit, les récentes arrestations et emprisonnements d'opposants ou de participants au Hirak doivent servir de sérieux avertissement, notamment comme quoi le pouvoir est toujours en place, qu'il ne va pas lâcher les choses comme ça et qu'il n'hésitera pas même au dernier moment à utiliser s'il en ressent le besoin les moyens répressifs dont il dispose.

Quelles sont actuellement les perspectives d'organisation à la base et les perspectives d'aboutissement du mouvement? Y a-t-il des communistes en Algérie? Est-ce qu'ils sont connus?

A : Les perspectives d'organisation à la base et d'aboutissement du mouvement, c'est, outre le départ du système, plutôt un ensemble de revendications sociales et la perspective d'une assemblée constituante. En effet, il y a beaucoup de communistes en Algérie, et ils sont assez connus. Les plus connus principalement d'entre eux sont connus avec le Parti Socialiste des Travailleurs (PST) sans oublier les autres diverses organisations se réclamant du socialisme. Cela dit, pour la plupart d'entre eux, ils sont plutôt hélas prisonniers des perspectives « démocratistes » et du coup s'enferment dans la perspective de la constituante, alors que le rôle des communistes devrait être de mettre la révolution socialiste à l'ordre du jour, de mettre plutôt à l'ordre du jour le pouvoir ouvrier et paysan plutôt qu'une hypothétique constituante, qui devrait être vite dépassée et qui, comme l'a montré l'exemple de la Tunisie, serait plus susceptible de faire dérailler la révolution et donc de laisser le système en place plutôt que d'en accélérer la destruction.

B : Il y a de grosses divergences entre le PST, parti socialiste des travailleurs, et VOS, voie ouvrière pour le socialisme. VOS a eu raison de scissionner (en avril). Mais VOS a une vision restrictive du prolétariat. En Algérie, le plus grand employeur, c'est le secteur informel.

VOS refuse l'adhésion de militants et militantes musulmanes! C'est confondre l'idéologie et la politique.

Une caractéristique générale des trotskistes, c'est aussi d'ignorer les contradictions au sein de la classe ouvrière. Marx explique pourtant que le capitalisme met les ouvriers en concurrence entre eux. Ils ont toujours aussi l'attitude qui consiste à vouloir tout diriger et tout enseigner. Mao, je crois, disait : « Qui n'a pas fait l'enquête n'a pas le droit à la parole ».

LE CONTEXTE INTERNATIONAL

Quel a été l'impact en Algérie de la révolte populaire au Soudan? Le refus des soldats de tirer sur le peuple a été déterminant au début du mouvement, à Khartoum. La répression exercée par les miliciens « janjawids » à partir du 3 juin a été déterminante aussi... Est-ce que la division entre les différentes forces militaires, et la division entre la base des soldats et l'encadrement des officiers est une question posée en Algérie?

A : Pas encore, bien que certains soldats, policiers et gendarmes aient parlé publiquement dans une tribune en pleines manifestations du Hirak. Pour que ce soit posé, il faut l'intervention d'une structure militante cherchant à transformer ce mouvement en révolution proprement dite, et armer celui-ci d'une perspective.

L'attitude des Algériens émigrés en France a été claire : une grande solidarité avec le mouvement. L'attitude du gouvernement français a été claire aussi : un grand embarras. Mais que dire de l'attitude des organisations, partis, et associations de France? Qu'est-ce qu'elle a été, qu'est-ce qu'elle devait être?

A : C'est sûr que le gouvernement français, en tant que représentant et organisation de la bourgeoisie française, qui fait des affaires juteuses en Algérie, a peur pour les affaires là-bas de cette même bourgeoisie. Pour les organisations, cela dépend desquelles, mais il semblerait que globalement la « gauche » est plutôt solidaire de ce qu'il se produit en Algérie. Il s'agit de penser à la gauche et à l'extrême gauche françaises. Cela dit, elles devraient faire preuve d'une plus profonde solidarité, dénoncer inconditionnellement le nationalisme, en tant qu'arme de la bourgeoisie française pour semer la division et les confusions, en dénonçant toutes les attitudes de la bourgeoisie française. Et surtout, pour l'extrême gauche, dans la mesure où la révolution socialiste est sa raison d'être, elle devrait lutter pour la révolution socialiste en France en lien avec celle en Algérie et vice versa, car les intérêts des travailleurs et peuples sont liés des deux côtés.



AVEC L'OPÉRATION BARKHANE, QUE FAIT L'ARMÉE FRANÇAISE EN AFRIQUE ?



Affiche OCML-VP (1981 ?)

Parler de la présence de l'armée française en Afrique, des ventes d'armes est un sujet plutôt tabou, pourtant la classe ouvrière n'oublie pas ses traditions. Le 28 mai de cette année, les dockers de Marseille ont refusé de charger un cargo emportant des armes pour l'Arabie Saoudite, qui devait servir dans le conflit au Yémen.

Dans le Sahel, l'armée française est impliquée dans l'opération Barkhane, la plus importante opération depuis la guerre d'Algérie. Depuis 2007/2008, on a eu le Plan Sahel, qui développa la présence française dans cette région. En 2009 c'est l'opération Sabre, afin de former des forces spéciales, en Mauritanie et au Mali. Les opérations de « neutralisations » d'islamistes, servent de prétexte. En 2013, c'est l'opération Serval, c'est à cette époque que François Hollande annonce la présence française de l'armée au Mali. Le projet était la constitution d'une force multinationale africaine qui devait prendre le relai. Bien sur Hollande expliquait que « nous n'avons aucun intérêt à défendre au Mali », oubliant au passage Aréva et le nucléaire. L'opération Barkhane est lancée en 2014, non votée au Parlement, elle prend la suite des opérations Serval et Épervier.

Au début, en janvier 2013, lorsque l'armée française intervient afin de stopper une colonne de djihadistes qui menaçaient Bamako, la presse crie au triomphe, la population Malienne, est contente l'intégralité du pays étant sauvée. Le but idéologique de cette guerre était aussi de redorer l'image de l'armée française en Afrique depuis sa complicité avec le génocide au Rwanda. Mais l'armée française va donner la ville de Kidal aux indépendantistes Touaregs, puis on assiste au retour des islamistes.

L'impérialisme français a 2 bases importantes dans la région, au Tchad et au Mali, plus d'autres bases plus légères. Il y a environ 4500 militaires français, plus 13 000 casques bleus, avec droit d'intervention dans la région qui est grande comme l'Europe. La lutte

anti terroriste est aussi une rente pour des États désargentés, avoir des troupes occidentales présentes amène une certaine richesse. Malgré cela la situation humanitaire et politique ne va cesser de se dégrader. L'État Malien est absent de beaucoup de zones, les islamistes en profitent, surfent sur le sentiment d'abandon de la population. Bien sur comme toute guerre impérialiste, l'armée française a dans ses bagages de l'aide pour les questions sociales ou au développement. Mais ces actions délégitiment aussi l'État Malien, vu dans ces régions isolées comme un parasite inefficace. Les milices d'autodéfense communautaire, soutenues par l'État Malien et la France se font aussi la guerre, ce qui occasionne des déplacements de populations, des massacres.

Les migrants qui traversent ces régions sont victimes de rackets, de meurtres, par exemple au Niger, où l'Union Européenne externalise ses frontières en échange « d'aides » à des gouvernements dictatoriaux et désargentés. Au Niger, le site d'Arlit source d'approvisionnement stratégique pour Areva (20% du combustible des centrales françaises) a été attaqué en 2013 par les djihadistes du MUJAO et défendu par les troupes françaises.

La guerre est contre productive, l'armée française est vue pour ce qu'elle est, une armée d'occupation, qui soutient des régimes corrompus. Pour l'impérialisme français mieux vaut un régime corrompu, mais stable, qu'un régime un peu trop démocratique et indépendant. L'armée française intervient en toute impunité, les habitants deviennent des victimes collatérales, aucune justice ne leur est rendue.

Vu d'un autre pays de la région, le Tchad, l'histoire de la France devient une histoire guerrière sans fin. D'ici on voit le Tchad comme un pays désertique, avec de valeureux guerriers. La vision coloniale a la vie dure. Mais dès que l'on s'approche des bases militaires françaises sur place, on voit des femmes noires prostituées, et des hommes blancs utiliser leurs corps. Au service de ces mêmes hommes ou de leurs familles, des femmes noires, le salaire des coopérants est disproportionné par rapport à ce que touchent les tchadiens. Le Tchad est classé 186^e sur 189 à l'indice de développement humain des Nations Unies, 30 % du budget du pays absorbés par les dépenses sécuritaires. Le Président, Idriss Déby, y est élu depuis 1990, et à chaque coup d'État, l'armée française intervient en sa faveur. « Aujourd'hui, on ne parle que de sécurité, s'insurge la défenseure des droits humains Jacqueline Moudeïna. Elle prend le dessus sur tout. Les manifestations sont autorisées quand elles soutiennent le président ou le parti au pouvoir alors qu'une manifestation contre la vie chère est interdite au nom de la sécurité. (...) On place la sécurité au-dessus de tout, mais il y a des questions relatives au mal-vivre des Tchadiens qui doivent être réglées. »

Ce durcissement du régime a pour objectif de « museler ceux qui osent parler, se prononcer sur la mal-gouvernance,

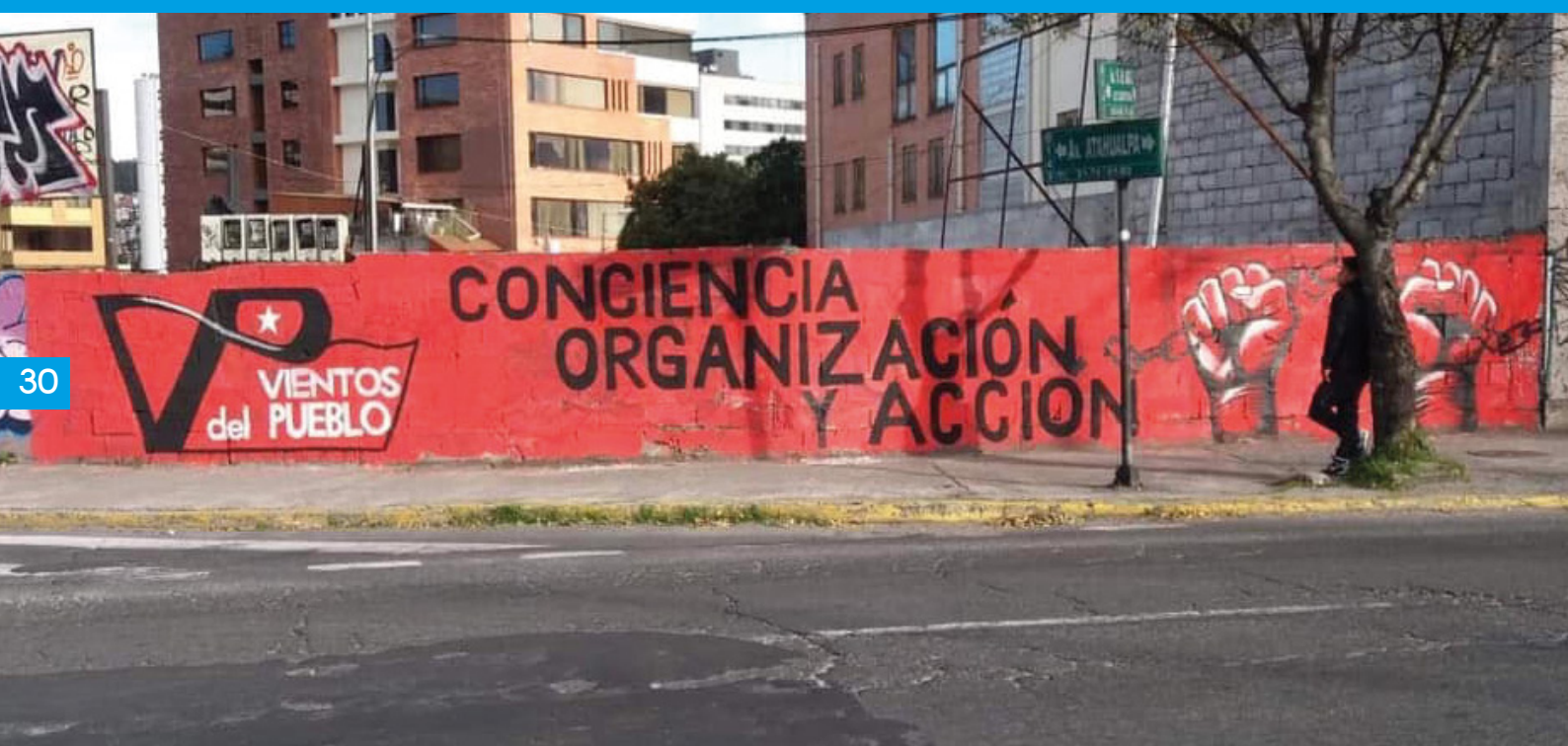
car tout tourne autour de cela. C'est elle qui nous amène à avoir une justice malade, un appareil sécuritaire qui ne marche pas et dans lequel on utilise la torture comme moyen de faire taire les gens. » Et de pointer la responsabilité de la France, meilleure alliée du pouvoir, qui en février a envoyé ses avions stationnés à N'Djamena dans le cadre de l'opération « Barkhane » bombarder une colonne de rebelles tchadiens venus de Libye. « La France soutient le Tchad pour lutter contre le terrorisme, mais on oublie qu'à l'intérieur du Tchad il y a les Tchadiens qui ont besoin de vivre, de régler leurs problèmes ». Le Tchad devient aussi exportateur de pétrole et se place encore plus dans l'orbite des pays impérialistes.

Oui bien sur, explique la presse en France, Idriss Déby a quelques défauts, mais il faut les accepter sinon ça serait pire. Dans ce pays, il n'y a jamais de paix. Si des tchadiens viennent en France comme demandeurs d'asile, ils sont déboutés, ce qui est d'ailleurs le cas de presque tous les pays africains dont les Présidents sont amis de la France. La justice est instrumentalisée ici même contre les opposant.es.

Le rôle de l'impérialisme français est néfaste, il bloque toute perspective même démocratique. Pour construire une autre société, les peuple de la région doivent s'unir et chasser les impérialistes, et en priorité l'impérialisme français. Ici nous demandons des papiers pour celles et ceux qui sont visés.es par la répression dans leurs pays, nous demandons le démantèlement des bases militaires, et le retrait des troupes françaises d'Afrique.



ÉQUATEUR : ON A RAISON DE SE RÉVOLTER !



LA RÉVOLTE D'OCTOBRE 2019

Les causes de la révolte sont connues : un ensemble de mesures (« paquetazo ») mises en place par le président Lenin Moreno à la demande du FMI, en échange d'un prêt de l'institution internationale, un plan d'ajustement structurel supplémentaire.

La cause, du point de vue du capitalisme, est aussi connue : l'effondrement des cours du pétrole à partir de 2014 (l'Équateur est un pays producteur, membre de l'OPEP), renforcé par l'effet catastrophique du séisme destructeur de 2016, sans compter la corruption qui a dévasté le pays pendant des années.

Le contenu du « paquetazo », c'est une série de mesures choc : suppression des subventions aux combustibles, d'où hausse de 60 à 75% des prix du carburant, et quasi

doublage du prix du ticket de bus. Flexibilisation du travail :- 20% sur la rémunération des contrats précaires, flexibilité des 40 heures hebdomadaires, réduction des congés de 30 à 15 jours dans la fonction publique, les travailleurs des entreprises publiques donneront chaque mois un jour de travail gratuit.

La réponse ne s'est pas fait attendre : douze jours de révolte et de soulèvement, plus de 1300 routes bloquées, le blocage des villes par des barrages enflammés et des affrontements permanents avec les forces policières, six préfectures prises d'assaut, 26 postes de police détruits, une répression féroce avec au moins 11 morts et plus de 2000 blessés, une marche des communautés indiennes sur la capitale Quito, la fuite du gouvernement à Guayaquil (le grand port sur le Pacifique), qui est finalement contraint de reculer partiellement.



Les communautés shuars marchent sur Quito.

Après négociation avec les organisations indiennes regroupées dans la CONAIE (voir plus loin), le gouvernement annonce le retrait du décret 883 qui supprime la subvention aux combustibles et donc la hausse de leur prix, tout en annonçant vouloir « *procéder immédiatement à l'élaboration d'un nouveau décret exécutif qui permette une politique de subventions aux carburants, avec une approche intégrée, avec des critères de rationalisation, de ciblage et de sectorisation, afin de s'assurer qu'elles ne sont pas destinées à des personnes disposant de ressources économiques plus importantes ou à des trafiquants de carburant* » (article 2 du décret 894 du 14 octobre). Autrement dit, la vigilance s'impose pour l'avenir et le risque de coups fourrés une fois le mouvement arrêté est important.

Par ailleurs, rien n'est dit sur l'industrie minière qui devait être en discussion, et les mesures de flexibilité (diminution de la surtaxe sur les contrats précaires, flexibilité des 40 heures hebdomadaires) ont été validées lors d'une rencontre de négociation le 23 octobre. Quant aux contributions des travailleurs du secteur public (diminution des congés, journée de travail gratuite) elles sont toujours « en cours d'analyse » à l'heure où nous écrivons.

Crier victoire totale est donc pour le moins exagéré, même si le soulèvement a fait reculer le gouvernement sur la mesure la plus emblématique.

Les images spectaculaires du soulèvement ont fait le tour des réseaux sociaux, et ont provoqué bien des fantasmes chez les adeptes de la violence comme critère essentiel d'une politique révolutionnaire... C'est mal connaître l'Equateur et l'Amérique Latine, et plaquer des schémas bien « de chez nous » sur une situation en fait très différente.

UNE RICHE TRADITION HISTORIQUE

Ce qu'il y a de spécifique en Equateur, c'est cette tradition de soulèvements massifs.

Sans remonter aux soulèvements contre l'occupation espagnole qui n'ont pas cessé, celui organisé par Fernando Daquilema contre les propriétaires terriens dans la province de Chimborazo (1871) est encore très présent dans les mémoires.

Plus près de nous, c'est d'abord sous l'influence de l'Eglise (Salésiens) que le mouvement indien s'est organisé. Ce sont les nationalités Shuar dans la Forêt (plus connus sous le nom de Jivaros, organisés dès 1964) et Kichua sur la Sierra (organisés en 1972 dans Ecuarunari) qui seront les premières organisations indiennes.



L'ÉQUATEUR

- Petit pays d'Amérique Latine, 14 millions d'habitants sur une surface équivalente à la moitié de la France.
- 25% d'indiens, 65% de métis, 7% de blancs et 3% de noirs, c'est encore un des pays les plus marqué par l'histoire indienne du continent, avec la Bolivie et le Pérou.
- Les Indiens (« indigenos »), fortement organisés et politisés, représentent une quinzaine de nationalités avec leur langue, répartis entre la Côte, la Sierra et la Forêt. Ils vivent dans des communautés essentiellement paysannes, mais ont beaucoup émigré en ville, avec un fort taux de métissage qui entraîne des tensions compliquées.
- L'agriculture est partagée entre une agro-industrie réservée à l'exportation (banane, fleurs, crevettes) et une paysannerie très pauvre, dans des conditions de quasi servitude sur des grandes propriétés terriennes qui en font un pays semi-féodal. L'industrie se limite pour l'essentiel à l'extraction, mines (Sierra) et pétrole (Côte, Forêt), dominés par les monopoles impérialistes US, canadiens, chinois etc.

En 1986, les organisations existantes se regroupent dans la CONAIE (Confédération des Nationalités Indiennes d'Équateur) qui va étendre l'organisation à tout le pays et organiser en 1990 le premier soulèvement moderne. Le moteur en est la préparation du 500^e anniversaire de la colonisation (1492) et la CONAIE présente un cahier de revendications en 16 points, autour de la question agraire (La Terre à qui la travaille!), et contre 500 ans d'exploitation et d'humiliation. Ce sera un véritable tremblement de terre politique, avec les routes coupées dans tout le pays, toutes les communautés descendues de la montagne pour affirmer leur existence politique et sociale. En juin 1994, nouveau soulèvement contre une loi qui abroge la réforme agraire et bloque le partage des grandes propriétés.

À partir de ce moment, le mouvement indien prend un tour plus politique avec la création en 1995 d'un parti indigéniste, Pachakutik, très lié à la CONAIE, qui revendique sa place sur l'échiquier politique équatorien en glissant sur des positions plus opportunistes et électoralistes.

En février 1997, un nouveau soulèvement aboutit à la destitution du président Bucaram.

En janvier 2000, le président Mahuad décide la dollarisation de la monnaie nationale, ce qui, associé à la corruption généralisée, aboutit à un nouveau soulèvement, une marche sur Quito, la prise de l'Assemblée nationale en lien avec un secteur radical de l'armée et à la destitution de Mahuad lui-même. Enfin, en 2005 un nouveau soulèvement aboutit à la destitution du président en fonction (élu pourtant avec le soutien de la CONAIE), Gutierrez, pour corruption et incapacité. En ce sens, le soulèvement de 2019 n'est quelque part que la continuité des précédents. Quant à la violence des manifestations, il faut savoir que la société indienne a une grande tradition de violence, portée par ces fameuses 500 années d'exploitation, de racisme et d'humiliations. Il n'y a pas si longtemps, les prospecteurs pétroliers illégaux dans les réserves indiennes risquaient fort de voir leur tête renvoyée par colis à la présidence de la république... Cela dit pour relativiser les fantasmes qu'on a vu s'exprimer dans les réseaux sociaux autour du soulèvement.

Mais il se confirme que le mouvement indien, qui est pour l'essentiel un mouvement paysan pauvre, est dans la phase actuelle la force principale de la révolution en Équateur : sans lui et la puissance de son soulèvement organisé, le président n'aurait pas cédé. Cela dit, il faut se méfier des interprétations indigénistes qui font du « mouvement indien » ou « indigène » un tout unifié. Les nationalités sont elles-mêmes traversées par des contradictions de classe, accentuée par le développement de l'Équateur en pays capitaliste dominé. Une fraction commerçante est devenue tout à fait bourgeoise et exploite sans vergogne les communautés locales,



Marche dans la province de Cotopaxi.
Sur la banderole : « Paroisse Santa Rosa.
Nous indiens, ne sommes pas des fainéants.
Nous produisons la terre, nous protégeons l'eau »

comme l'artisanat dans la région d'Otavalo, bien connue des touristes et se développe elle-même au niveau international via des réseaux comme Artisans du Monde. Une élite intellectuelle et politicienne est aussi peu à peu apparue, en lien avec les mesures réformistes des gouvernements comme la reconnaissance officielle des langues shuar et quechua dans les communautés. Ainsi, Pachakutik a soutenu l'élection de Gutierrez en 2002 et a participé à son gouvernement, puis l'élection de Rafael Correa en 2009, et il est considéré comme un parti de l'élite indienne très réformiste, celle-là même qui est à la tête des organisations indiennes.

On doit donc être très attentif au contenu politique porté par le mouvement indien, par exemple autour de la question agraire et de son alliance avec le mouvement populaire dans son ensemble. En particulier aujourd'hui, sans connaître les détails, la direction de la CONAIE s'est vite satisfaite de l'annulation du décret 883, manifestement sans trop se préoccuper des autres mesures du « paquetazo » qui la concernaient moins... D'ailleurs, l'après soulèvement montre qu'elle est traversée par de nombreuses contradictions.

LES FORCES POLITIQUES EN ÉQUATEUR

Qui est Lenin Moreno? C'est le président élu en 2017, membre de Alianza Pais, le même parti que le président précédent Rafael Correa, dont il a fait partie du gouvernement (vice-président de Correa entre 2007 et 2013, une paille) ...

Il est le représentant ouvert du capitalisme privé, de l'impérialisme mondial et des plans d'ajustement structurels du FMI. C'est un politicien soft qui conjugue des éléments de coaching entrepreneurial avec le style de motivations théoriques à bon marché de l'amélioration personnelle; au plan sociétal il est

plutôt libéral, mais n'hésite pas une seconde à user de la répression la plus dure quand il a besoin. C'est néanmoins un fin politicien qui a su reculer provisoirement sur les subventions aux combustibles, en relançant les tables rondes sociales, tout en gardant le cap de l'ajustement structurel du FMI. Il se distingue ainsi de Noboa (roi de la banane, bio ou pas, le milliardaire le plus riche du pays), candidat social-chrétien ultra-conservateur et représentant direct de la grande bourgeoisie agro-exportatrice.

Mais qui était Rafael Correa, son prédécesseur ? Accueilli en héros des temps modernes en août 2017 aux universités d'été de la France Insoumise à Marseille, il représente ladite « gauche bolivarienne » ou « socialisme du XXI^e siècle » (Chaves au Venezuela, Morales en Bolivie, voire Lula et Dilma Rousseff au Brésil). Mais en fait, ce n'est qu'un social-démocrate très pâle. Rappelons qu'il vient du même parti Alianza País que Moreno, et qu'il a été soutenu par toute la « gauche » réformatrice (l'Intersyndicale du FUT, le PCE et le PCMLE-MPD parti frère du PCOF français, journal La Forge).

Ce n'est pourtant que le représentant de ce qu'on appelle la bourgeoisie bureaucratique, qui se constitue dans l'appareil d'Etat des pays dominés, que ce soit dans l'armée ou les ministères (voir le Venezuela ou l'Algérie) :

- Elle joue la carte de l'enrichissement et de l'accumulation en utilisant les leviers de l'appareil d'Etat, avec une corruption effrénée appuyée sur la rente pétrolière et les commissions, occultes ou légales autour des contrats miniers. Le tout doublé d'un discours ronflant anti-impérialiste en jouant sur les contradictions entre les diverses puissances pour récupérer une part du gâteau plus importante à son propre profit.

- À partir de 2015, il a littéralement vendu l'Equateur aux puissances minières principalement chinoises, et aujourd'hui 13% de la surface du pays est concessionnée, enfreignant sans souci le Code Minier de 2008, jusqu'à créer un ministère des Mines en 2015 qui permet d'ouvrir largement à l'exploitation jusqu'aux Parcs Nationaux protégés.

- Il a mis en place un système de répression que certains qualifient de « fascistoïde », en multipliant les lois pénales et criminelles, en créant des services de renseignements, en persécutant les opposants et protestataires. Bref, Correa n'est un héros que pour les militants européens anti-impérialistes de pacotille – en fait

.....

« 13% de l'Équateur est concessionné. Contamination et pauvreté pour le peuple, richesse pour les compagnies minières et les corrompus du gouvernement »



anti-US primaires – qui n’ont en fait rien compris à ce qu’était vraiment la domination et l’exploitation, la nature véritable de l’impérialisme.

Sur la forme, on pourrait rapidement dire que le couple Correa-Moreno est similaire au couple infernal Hollande-Macron. L’un prend la suite de l’autre, l’un est formé par l’autre, simplement une adaptation à la conjoncture, ils ne s’opposent que sur le moyen de résoudre la crise économique à l’intérieur du système impérialiste. Leur prétendue opposition est secondaire, et ne représente que des contradictions internes entre les diverses factions de la bourgeoisie, l’une anciennement appuyée sur la Chine, l’autre aujourd’hui appuyée sur les USA.

Un mot sur l’Intersyndicale réformiste, le FUT. Dans cette affaire, il s’est illustré juste après le soulèvement en annulant, à la demande des Nations Unies, de l’OIT et de l’Eglise, la marche de protestation prévue le 30 octobre, tout en clamant que « le gouvernement doit comprendre clairement que la suspension de la mobilisation ne signifie pas que les travailleurs vont se mettre à genoux devant le pouvoir ». Cela suffit, selon nous, pour apprécier la combativité de cette intersyndicale...

.....

Une peinture murale à l’intérieur de la Maison de la Culture Rebelle

LE COURANT CLASSISTE ET COMBATIF

Sur les ruines de l’échec réformiste, on voit depuis dix ans l’apparition d’un courant classiste et combatif, de plus en plus ouvertement maoïste. On peut en distinguer deux tendances.

Au nord (Front de Défense des Luttes du Peuple en Equateur, Front de Défense des Travailleurs d’Imbabura), c’est un petit courant maoïste très traditionnel lié à l’autoproclamé Parti Communiste d’Equateur Sol Rojo, qui caractérise l’Equateur comme pays semi-colonial et semi-féodal et affiche comme tâche la « Révolution de Démocratie Nouvelle ». A ce qu’on peut en voir, c’est un courant très activiste et radical par la violence revendiquée par exemple dans le soulèvement récent (« los Guardias Rojos »), dont la réflexion reprend sans grande nouveauté « la Pensée Gonzalo » de l’ex PCP du Pérou. Néanmoins, il existe et appuie sur quelques questions clés, par exemple savoir qu’actuellement le mouvement indien/paysan est la force principale de la révolution en Equateur dans un pays semi-féodal – mais il est assez silencieux sur la domination impérialiste et les tâches que cela entraîne.

Au Sud (Cuenca, Limon Indanza) et à Quito, c’est un courant maoïste (Bloque Proletario, Movimiento



Vientos del Pueblo qui se définit comme organisation communiste) dont la tâche actuelle principale est l'éducation populaire sur de multiples fronts : contre les disparitions de jeunes et de femmes et l'inaction de l'Etat, mouvement paysan contre les entreprises minières (Coordinadora Campesina Popular), mobilisation écologiste (Frente Ecologico Natura Insurrecta), dans l'organisation du secteur informel des travailleurs de la rue, dans la jeunesse étudiante, chez les femmes (Luna Roja), dans le milieu artistique (tags et grafs) et musical (rap, fanfares, hard rock) etc. Une revue théorique est publiée régulièrement (ConCiencia Revolucionaria) et l'activité à Quito est concentrée autour d'une Maison de la Culture Rebelle.

Ce courant définit l'Equateur comme pays capitaliste semi-féodal et semi-colonial, insiste avant tout sur la domination impérialiste et reprend à son compte toutes les caractérisations de la bourgeoisie bureaucratique élaborées il y a bien longtemps par le théoricien marxiste péruvien JC Mariategui. Mais la réflexion est encore assez faible sur le mouvement indien/paysan et la question agraire.

La différence sur la nature de la formation sociale équatorienne entre ces deux courants peut apparaître très anecdotique (ou très « théologique »), mais les enjeux sont importants pour clarifier les priorités du travail politique et les alliances possibles, à savoir qui sont les amis et qui sont les ennemis. Pour l'instant, aucune contradiction importante ne semble visible sur le terrain, parce que les deux organisations sont encore faibles, mais c'est la source probable de contradictions pour l'avenir.

Par contre, la différence sur l'éducation populaire, la formation politique est très nette et oppose la richesse et l'élaboration d'un côté, l'activisme et la doctrine de l'autre. Enfin ces deux courants ne semblent pas avoir de relations entre eux.

En tous les cas pour ce qui est du Movimiento Vientos del Pueblo, on voit parfaitement que l'objectif est la formation d'une génération de cadres politiques armés théoriquement et aguerris sur le terrain de la lutte des classes, autour de la consigne générale « Conscience, Organisation, Action ». C'est cela qui nous intéresse et qui nous a amené à publier occasionnellement des traductions de leurs prises de position – qui correspondaient d'ailleurs avec les nôtres.

L'AVENIR

Le soulèvement actuel est retombé, mais rien n'est réglé. La crise économique est toujours là, comme le plan d'ajustement structurel du FMI. Et ce sont toujours les paysans pauvres, les travailleurs précaires, les prolétaires qui en feront les frais.

On peut donc s'attendre à de nouveaux soubresauts. D'ailleurs, le président Lenin Moreno agite déjà le



Auto-organisation des révoltés sur les barrages face à la police

.....

spectre de la guérilla pour annoncer un accroissement de la répression (la mémoire de la guerre populaire du PCP au Pérou est proche et encore fraîche). L'heure est donc à préparer l'avenir. Pas à l'agitation et à exciter le mouvement, mais à comprendre ses limites et les moyens de les surmonter.

Pour ce qui est des villes, le problème est que la classe ouvrière n'a pas d'organisations avec un pouvoir de mobilisation important et que son niveau de combativité n'est pas si élevé, ce qui peut faciliter la mise en œuvre de ces mesures par le gouvernement. D'où les enjeux de l'organisation des travailleurs précaires informels, ou des étudiants.

Pour ce qui est de la campagne, il existe au contraire un fort mouvement indien relativement structuré, mais avec une direction réformiste, et la question principale est la constitution d'une direction prolétarienne, capable d'entraîner la mobilisation paysanne/indienne vers la révolution, pour « la Terre à qui la travaille », en évitant les impasses et les pièges électoralistes et indigénistes.

Dans les deux cas, le volet du combat contre la domination impérialiste est essentiel.

L'autre enjeu majeur, c'est la démarcation avec tous les réformistes, les faux amis de l'Intersyndicale réformiste (FUT) ou des partis dit de gauche (PCE, PSE, PCMLE-MPD), mais aussi les faux amis opportunistes du mouvement indien (Pachakutik, ou la direction de la CONAIE), bref tous ceux qui soutiennent la voie électorale et avaient par exemple participé à la victoire de Rafael Correa.

C'est de cet œil que nous continuerons à suivre avec intérêt la situation politique du mouvement populaire équatorien.

Le 1^{er} novembre 2019

LA III^e I.C. :

36



LES QUESTIONS QUI FÂCHENT

Il y a un siècle, en 1919, était créée la IIIe Internationale Communiste. Plutôt qu'un rappel satisfait d'un glorieux passé, posons-nous les questions qui fâchent, c'est-à-dire les questions qui se posent à nous pour aujourd'hui.

1. Pourquoi créer une organisation internationale communiste? A quoi ça sert?
2. Pourquoi en mai 1943, moins d'un quart de siècle après avoir été créée, la IIIe I.C. a-t-elle été dissoute?
3. Pourquoi jusqu'à aujourd'hui, plus de trois-quarts de siècle après cette dissolution, une nouvelle Internationale n'a jamais été recréée?

Ces questions sont énormes, ce sont celles du bilan du communisme sur un siècle. Essayons de cibler l'essentiel, en tentant de garder la méthode scientifique revendiquée par Karl Marx : dépasser les apparences et voir la « cohérence interne »¹.

I. POURQUOI CRÉER UNE I.C.? À QUOI ÇA SERT ?

Les premières questions à se poser au sujet d'une organisation, c'est qui, et quoi? Qui ça rassemble, et pour faire quoi, pour décider de quoi?

On parle des Ière, IIe et IIIe I.C., mais les deux premières n'étaient pas communistes. L'AIT, présidée par Marx, se nommait association des travailleurs, et elle rassemblait des marxistes, des anarchistes et des proudhoniens, des partis, des mutuelles et des syndicats. La deuxième, créée du vivant de Friedrich Engels, s'appelait Internationale Ouvrière, et les partis qui y participaient étaient « ouvriers » ou « socialistes ». La SFIO, section française de l'Internationale ouvrière,

.....
1 Le Capital, livre III, 1894. Cf Le Capital, livre I, 1967 : « Toute la science serait superflue si l'apparence et l'essence des choses se confondaient ».

résultait de la fusion de l'ancien Parti Ouvrier de Jules Guesde avec le Parti Socialiste Français de Jean Jaurès. La IIIe, elle, se nomme communiste. Le lieu et la date de sa création, à Moscou en mars 1919, indiquent le socle politique de la nouvelle organisation : l'impulsion mondiale, pour les travailleurs, apportée par la prise du pouvoir politique dans un grand pays; deuxièmement, la voie de la victoire, la révolution, contre celle, réformiste et nationaliste, de l'Internationale socialiste qui a fait faillite en août 1914. Les adhérents de la IIIe ont rompu, en principe, en politique intérieure, avec le respect de la démocratie bourgeoise, le réformisme; et en politique extérieure, avec la défense de la patrie, le nationalisme.

Et qui? Qui va adhérer à ce communisme bolchevik? Il est nécessaire de se demander préalablement ce qui a fait la force de la IIe, « l'ouvrière socialiste ». Lénine répond : c'est l'opportunisme. Et il regroupe sous cette notion celles de réformisme et de nationalisme. Il les explique dès 1916² :

« La bourgeoisie d'une « grande » puissance impérialiste peut, économiquement, soudoyer les couches supérieures de « ses » ouvriers en sacrifiant à cette fin quelque cent ou deux cent millions de francs par an, car son surprofit s'élève probablement à près d'un milliard. Et la question de savoir comment cette petite aumône est partagée entre ouvriers-ministres, « ouvriers-députés » (rappelez-vous l'excellente analyse de cette notion de Engels), ouvriers-membres des comités des industries de guerre, ouvriers-fonctionnaires, ouvriers organisés en associations étroitement corporatives, employés, etc., etc., c'est là une question secondaire. »

En 1919, la guerre impérialiste est terminée, mais elle s'est transformée en guerre civile révolutionnaire. En

.....
2 L'impérialisme et la scission du socialisme. Tome 23, pages 127 et 128.

Russie, elle est entretenue par l'intervention des pays impérialistes, dont la France. En Allemagne et en Hongrie, ce n'est pas gagné non plus. Le 15 janvier, Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht ont été assassinés et l'insurrection a tourné court. L'opportunisme semblait encore l'emporter en Europe, et il l'emportera. L'I.C. alors se tournera vers l'Asie.

Qui adhère à la IIIe I.C.? Si on compare la liste des pays représentés dans la première Internationale, celle de Marx, avec celle des pays représentés au 2^e congrès de l'I.C. en juillet 1920, la réalité saute aux yeux, toute simple. Première Internationale égale Europe, plus une colonie européenne, les Etats-Unis. Et IIIe I.C. égale Europe plus Asie.

Le 2^e congrès est « le vrai congrès de fondation »³, celui de l'adoption des 21 conditions d'adhésion. Il est inséparable du congrès des peuples d'Orient dit « congrès de Bakou », qui se tient dans la capitale de l'Azerbaïdjan du 1^{er} au 8 septembre 1920, seulement deux mois après le congrès de l'I.C. A Bakou, il ne s'agit plus de resserrer les rangs des communistes sur une ligne révolutionnaire, mais de nouer une alliance large entre la guerre civile révolutionnaire communiste et les « djihads » (sic) des émancipations nationales. La parole des dirigeants russes est d'autant plus crédible qu'ils procèdent eux-mêmes au démantèlement de l'empire tsariste d'une manière exemplaire, selon le premier schéma de Marx et Engels : la révolution prolétarienne émancipe les colonies.

Le centre de gravité, la « zone des tempêtes »⁴ se déplace. Le contenu de la révolution à faire aussi, car dans les colonies elle n'est plus directement ouvrière et communiste, mais démocratique et nationale. Le modèle russe est pourtant applicable : une alliance entre guerre des paysans à la campagne et insurrection des ouvriers dans les villes peut diriger la révolution démocratique, s'emparer du pouvoir politique, puis diriger la révolution économique bourgeoise, la révolution industrielle. Sauf que, très vite, le modèle russe devient un contre-modèle. Et en 1943 la IIIe I.C. est dissoute.

2. POURQUOI LA III^e I.C. A ÉTÉ DISSOUTE EN 1943?

Le comité exécutif de l'IC vote une résolution de dissolution le 15 mai 1943 (résolution où figurent les signatures de Thorez et Marty). Et quelques jours plus tard, Staline résume les raisons de cette décision à un journaliste⁵ – voir encadrés. Il confirme qu'il n'est plus question de « bolcheviser » ni d'avoir d'objectif autre que la liberté, la libération nationale, la fin du fascisme hitlérien.

.....

3 Wikipedia.

4 Expression des maoïstes chinois pour désigner l'ensemble des pays dominés.

5 Reproduit dans la Revue La Cause du Communisme n° 4, 1981, page 86.

C'est plus qu'une alliance tactique avec les « démocraties occidentales », c'est un alignement politique!

Ou bien, serait-ce une ruse, une habile tactique? Est-ce qu'un plus discret Kominform, Bureau d'information des partis communistes, n'a pas remplacé le Komintern, l'Internationale Communiste?

Premièrement, le Kominform a été créé 4 ans plus tard, le 5 octobre 1947. Deuxièmement, il était uniquement européen; un retour au périmètre de la première Internationale. Même les communistes chinois et vietnamiens n'avaient pas été invités. Troisièmement, le Kominform n'a vécu que quelques années. Sa dernière réunion a eu lieu en 1950, et la dissolution officielle a été annoncée en 1956.

Le point le plus déterminant, c'est que les objectifs du Kominform étaient tout aussi démocratiques que ceux du Komintern. Il s'agissait de construire un camp de la paix pour s'opposer au plan Marshall en Europe. Le plan Marshall de son côté s'opposait à l'avancée « communiste ». Un avant-goût de la guerre froide.

Selon Staline⁶, ce Mouvement de la Paix « se borne à des luttes démocratiques pour le maintien de la paix. A cet égard (il) se distingue de celui qui existait dans la période de la première guerre mondiale, et qui, visant à transformer la guerre impérialiste en guerre civile, allait plus loin et poursuivait des buts socialistes ».

Ces « buts socialistes » avaient donc été ouvertement abandonnés bien avant Khrouchtchev.

La dissolution de la IIIe I.C. est, dans son contenu politique, le reniement complet de sa création. Elle avait été créée pour remplacer la IIe, surmonter son nationalisme et son démocratisme. Or la IIIe est retombée dans l'un et l'autre à la fin de la guerre de 39-45. Pourquoi? Comme en 1916 : à cause de l'opportunisme.

Mais aux ouvriers aristocrates et bureaucrates énumérées par Lénine, on peut ajouter une nouvelle catégorie : les ouvriers-dirigeants d'un pays, pouvant assez spontanément être pour le développement et la défense de leur pays, pour la paix et la démocratie internationale avec les autres pays. D'autant plus si les militants ouvriers et révolutionnaires ont été décimés pendant une guerre impérialiste (1914-17) puis une guerre civile révolutionnaire (1918-21), ou exécutés dans les années suivantes (années 1930).

La voie révolutionnaire devait gagner les pays européens, c'est la voie opportuniste qui a gagné la Russie. La révolution dans les pays impérialistes devait libérer les colonies. Ce sont les révolutions dans les colonies qui vont bousculer les puissances impérialistes.

Lénine opposait⁷:

« D'une part, la tendance de la bourgeoisie et des opportunistes à transformer une poignée de très riches nations privilégiées en parasites « à perpétuité » vivant sur le corps du reste de l'humanité, à « s'endormir sur

.....

6 CDC n° 4, page 75.

7 L'impérialisme et la scission du socialisme, op. cit.

les lauriers » de l'exploitation des Noirs, des Indiens, etc., en les maintenant dans la soumission à l'aide du militarisme moderne pourvu d'un excellent matériel d'extermination. D'autre part, la tendance des masses, opprimées plus que par le passé et subissant toutes les affres des guerres impérialistes, à secouer ce joug, à jeter bas la bourgeoisie. »

Eh bien, les « Noirs » et les « Indiens », les peuples d'Afrique et d'Asie, n'attendront pas les travailleurs des métropoles pour « secouer le joug » ! Une vague de luttes de libération nationale traverse tout le XXe siècle. Et c'est un parti communiste chinois qui remettra en cause l'opportunisme du parti communiste d'Union soviétique.

Alors, une nouvelle I.C. « pro-chinoise » ?

RÉSOLUTION DU PRÉSIDIUM DU COMITÉ EXÉCUTIF DE L'I.C. (15 MAI 1943) - EXTRAITS

3. La profonde diversité des voies historiques de développement des différents pays du monde, le caractère différent et même la contradiction de leurs régimes sociaux, la différence dans le niveau et dans les rythmes de leur développement social et politique, et enfin la différence dans le degré de conscience et d'organisation des ouvriers, ont conditionné des tâches également différentes posées devant la classe ouvrière des différents pays.

4. La guerre mondiale déchaînée par les hitlériens a accentué davantage encore la différence dans la situation des divers pays, en traçant une ligne de démarcation profonde entre les pays devenus les porteurs de la tyrannie hitlérienne et les peuples épris de liberté, unis dans la puissante coalition anti-hitlérienne. Alors que dans les pays du bloc hitlérien la tâche fondamentale des ouvriers, des travailleurs et de tous les honnêtes gens consiste à contribuer, de toutes les manières, à la défaite de ce bloc par un travail de sape de la machine de guerre hitlérienne, à contribuer au renversement des gouvernements responsables de la guerre, dans les pays de la coalition anti-hitlérienne le devoir sacré des larges masses populaires, et avant tout des ouvriers avancés, est de soutenir par tous les moyens les efforts militaires des gouvernements de ces pays, en vue de l'écrasement le plus rapide du bloc hitlérien et pour garantir l'amitié réciproque des nations sur la base de leurs égalités de droits.

RÉPONSE DE STALINE AU CORRESPONDANT DE L'AGENCE REUTER À MOSCOU, LE 28 MAI 1943.

Question. Les commentaires britanniques au sujet de la décision de liquider le Komintern ont été très favorables. Quel est le point de vue soviétique en cette matière et sa portée pour les futures relations internationales ?

Réponse. La dissolution de l'Internationale communiste est sage et opportune, car elle facilite l'organisation de l'assaut commun de tous les peuples épris de liberté contre l'ennemi commun : l'hitlérisme. La dissolution de l'Internationale communiste est sage car :

a) Elle met en évidence le mensonge des hitlériens, qui affirment que « Moscou essaie de s'immiscer dans la vie d'autres nations pour les bolcheviser ». Maintenant on a mis fin à cette calomnie.

b) Elle met en évidence la calomnie des adversaires du communisme au sein du mouvement ouvrier, qui affirment que les partis communistes des divers pays agissent non dans l'intérêt de leurs peuples, mais obéissent à des ordres étrangers. On a également mis fin à cette calomnie.

c) Elle facilite l'activité des patriotes dans les pays épris de liberté, afin d'unir les forces progressistes de leurs pays respectifs, sans distinction de partis ni de croyances religieuses, dans un camp unique de libération nationale afin de développer la lutte contre le fascisme.

d) Elle facilite l'activité des patriotes de tous les pays afin d'unir tous les peuples épris de liberté dans un seul camp international de lutte contre la menace de domination du monde par l'hitlérisme, frayant la voie vers l'organisation future de la collaboration fraternelle des nations, basée sur leur égalité.

Je crois que toutes ces circonstances, considérées dans leur ensemble, donneront comme résultat le renforcement ultérieur du Front unique des Alliés et des autres nations unies dans leur victoire sur la tyrannie hitlérienne.

Il me semble que la dissolution de l'I.C. est parfaitement opportune car, précisément maintenant, quand le fauve fasciste tend ses dernières énergies, il est nécessaire d'organiser l'assaut commun des pays épris de liberté afin d'en finir avec lui et libérer les peuples de l'oppression fasciste.

3. POURQUOI UNE NOUVELLE I.C. N'A JAMAIS ÉTÉ RECRÉÉE ?

Il faut ici appeler à la barre les maoïstes comme les trotskistes, tout en gardant à l'esprit le nom du suspect principal : l'opportunisme.

Les libertaires n'ont pas assisté à la scène, ils sont allergiques aux idées de parti, de centralisme démocratique, voire de communisme. Ils gardent la Première Internationale comme référence. Ils apprécient l'AIT, association internationale des travailleurs, pour sa composition pluraliste, privilégiant son côté syndical et associatif sur son côté partidaire, sa minorité bakouniniste aux dépens de sa direction et de sa majorité marxiste.

Les maoïstes, eux, sont directement en cause. La revue de l'OCML-VP *La Cause du Communisme* n° 4 expliquait (en 1981) : « Le PC chinois » n'a fait qu' « une première rupture » (pages 78-84).

Créé en 1921, le PC chinois a, dès les années 1920, subi la catastrophe des directives de la IIIe I.C.; directives gauchistes (insurrection immédiate – en 1924) puis droitières (dissolution dans le parti bourgeois Kuomintang – et massacres de 1927). Les communistes chinois ont alors suivi leur voie propre, en parallèle, sous le secrétariat de Mao. Et ce n'est qu'en 1956 que celui-ci entame une scission avec l'opportunisme de Moscou, scission consommée et théorisée au début des années 1960. La « querelle sino-soviétique » devient une affaire politique mondiale et la scission gagne tout le mouvement communiste. Alors pourquoi pas de nouvelle Internationale ?

« Il s'agit, pour la première fois, d'une rupture de principe avec les positions révisionnistes qui s'étaient développées au sein de la IIIe I.C. jusqu'à l'emporter. Une rupture d'importance capitale. Est-ce à dire pour autant qu'elle soit « intégrale », définitivement approfondie et achevée ? Certainement pas. (...) Le PCC s'est développé dans un pays historiquement arriéré, à majorité paysanne, à l'époque d'une révolution démocratique où les tâches nationales étaient importantes, et alors que tous les communistes étaient inévitablement influencés, à divers degrés, par la ligne politique de la IIIe I.C. Tous ces facteurs se conjugaient donc pour que le courant nationaliste bourgeois se trouve fortement représenté en son sein. (...) Nombreux devaient être les membres du parti (...) soutenant leur « théorie des trois mondes », nouvelle formulation de la thèse révisionniste appelant les peuples à renoncer à la révolution et à soutenir leur bourgeoisie nationale dans sa lutte patriotique contre les super-puissances. » (CDC 4, p. 79).

« Pendant la Révolution Culturelle, les Affaires Etrangères (dont Chou En Lai fut le responsable n° 1) a été un secteur particulièrement soumis aux influences révisionnistes dans le PCC. Le fait est que Chou En Lai le déclare « secteur réservé » pendant la Révolution Culturelle. Le fait est que la Révolution Culturelle n'a

pas vraiment approfondi les questions du rôle de la Chine et de sa ligne politique en ce qui concernait ses rapports avec les mouvements révolutionnaires dans le monde. Contrairement aux autres questions essentielles de la transition au communisme, sur lesquelles la Révolution Culturelle a apporté des contributions décisives, sur celle-ci elle en est restée à la critique du début des années 60 du révisionnisme, sans l'approfondir. » (p. 80).

Et les trotskistes ? Ils ont fondé, on le sait, une IVe Internationale en 1938. Pour la petite histoire, dans une grange, chez Alfred Rosmer, à Périgny, Val-de-Marne ! Mais le trotskisme a déjà un héritage encombrant dans le domaine de la lutte contre l'opportunisme. Trotski lui-même n'a adhéré au parti bolchevik qu'en juillet 1917, après s'être toujours refusé à choisir entre bolcheviks et mencheviks. L'URSS est caractérisée d' « Etat ouvrier dégénéré », la propriété collective ne pouvant être qualifiée de capitaliste d'Etat (voir le chapitre 17 du programme de transition adopté à Périgny). Difficile, avec une telle ligne politique, de jouer un rôle de clarification et de direction dans la grande vague des révolutions démocratiques des colonies.

La IVe Internationale a eu une destinée si peu évidente que certains de ses membres, au début des années 2000, se sont demandé s'il ne fallait pas en promouvoir une Ve. Michael Löwy, par exemple, écrivait en 2005 un article intitulé « Faut-il une Cinquième Internationale ? ».

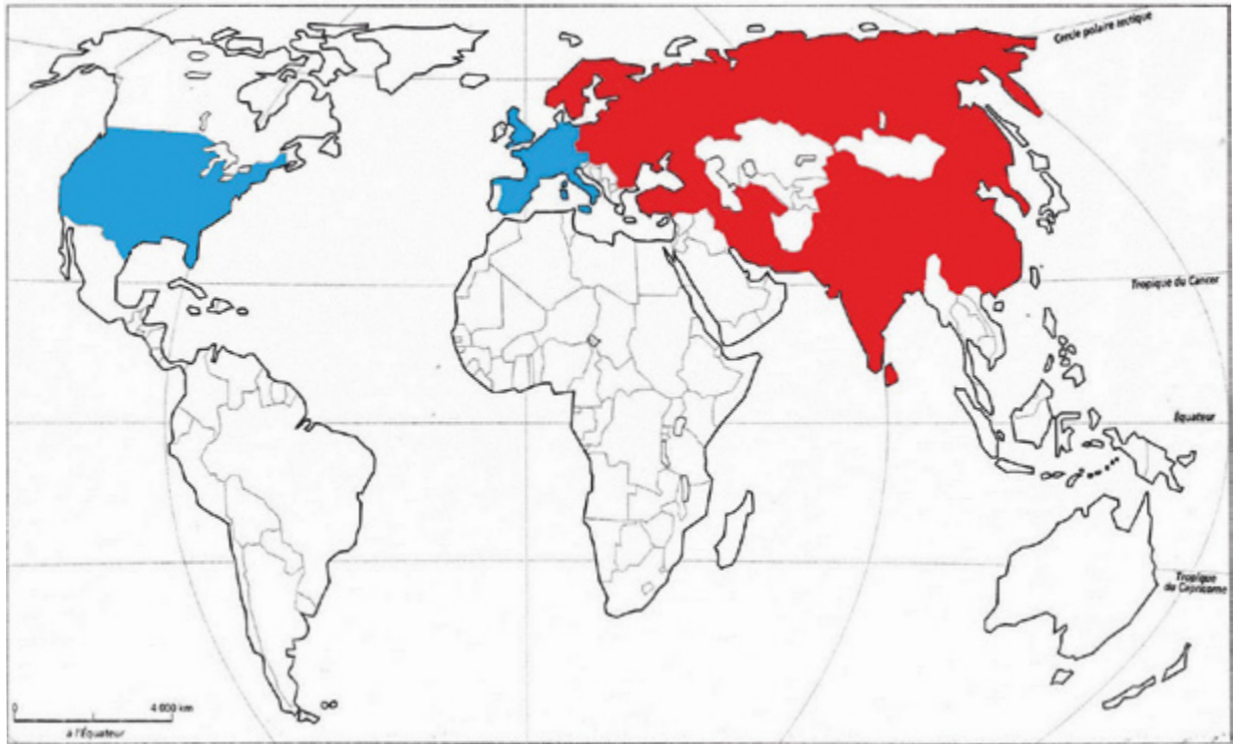
« Si on pouvait... construire un réseau qui comprendrait, de manière large, les sensibilités politiques les plus radicales du grand mouvement altermondialiste, nous aurions le noyau politique de la « Nouvelle Internationale », qu'il ne faudrait pas nécessairement appeler la « Cinquième », parce que tous les courants ne tiennent pas nécessairement à se reconnaître dans l'histoire des Internationales ouvrières et socialistes du passé. On pourrait l'appeler la « Conférence Internationale de la Gauche anticapitaliste » ou « Tendance pour une Nouvelle Internationale » ou un quelconque autre nom que pourrait inventer l'imagination créatrice des participant(e)s. »⁸.

Remarquez que l'adjectif « communiste » n'apparaît à aucun moment, même pour désigner l'Internationale sortante. Qu'il vaut mieux, en plus, ne pas évoquer le passé, pour ne pas effrayer. Mais comment défendre des positions « plus radicales » en cachant ses propres convictions « ouvrières et socialistes » ? C'est qu'au fond il s'agit de radicaliser en douceur, en gardant l'unité la plus large, sans qu'une scission ait lieu entre une politique petite-bourgeoise et une politique prolétarienne, et sans que le mouvement puisse vaincre en suivant une nouvelle ligne.

Cette proposition internationale évoque inévitablement celle d'un « nouveau parti anticapitaliste » en

.....

⁸ Inprecor, n° 501-502, janvier-février 2005.



• **PAYS REPRÉSENTÉS PAR DES DÉLÉGUÉS** •

À L'A.I.T. au 3^e congrès en 1868 :

Suisse, Belgique, France, Allemagne, Royaume-Uni, Italie, Espagne, Pays-Bas, Autriche, Etats-Unis.

Un spectre hante l'Europe, le spectre du communisme (Le Manifeste du parti communiste, 1847).

À LA III^e I.C. au 2^e congrès en 1920 :

Les mêmes + Russie, Hongrie, Suède, Norvège, Bulgarie, Roumanie, Pologne, Finlande, Ukraine, Biélorussie, Lettonie, Lituanie, Estonie, Arménie, Tchécoslovaquie, Turkestan, Géorgie, Azerbaïdjan, Turquie, Perse, Chine, Corée, Inde.

Ce qui prime à l'heure présente, c'est l'attitude des peuples d'Orient (Lénine, tome 30, p. 149 - 22 novembre 1919).

France quelques années plus tard. Même rassemblement « de manière large », même distanciation avec les références et les acquis communistes, même appel à la créativité des participants... Comment voulez-vous qu'aboutisse une démarche qui n'est pas dialectique, qui n'est pas léniniste, qui est incapable de s'apercevoir que l'unité passe par la lutte et la scission. Scission avec l'opportunisme d'abord ; puis, ensuite, mouvement « de manière large ».

CONCLUSION

La première Internationale avait affirmé l'autonomie de classe des prolétaires et organisé leur solidarité. La deuxième a construit le contenu et la forme politiques de cette autonomie, programmes et partis. La troisième marque le basculement du Nord vers le Sud, des pays impérialistes vers les pays dominés, et elle définit une dialectique complexe de la révolution mondiale (prise du pouvoir prolétarien dans une révolution bourgeoise), en opposition à la dialectique pourrie de l'impérialisme et de l'opportunisme. Un siècle plus tard, la situation a changé. Sauf exceptions

(Palestine, Kurdistan, colonies françaises...), les révolutions bourgeoises ont eu lieu dans les pays dominés, même si c'est pour développer le capitalisme et mettre en selle des bourgeoisies locales complices de l'impérialisme. Après n'avoir laissé aux paysans et aux ouvriers, comme dit Marx, que le « monopole de la lutte ». Le capitalisme est aujourd'hui mondialisé, mais la classe ouvrière aussi. Comme « le prolétariat doit en premier lieu conquérir le pouvoir politique »⁹, il peut le faire d'abord dans un cadre national. Mais il ne résoudra pas dans un seul pays les problèmes économiques, sociaux, écologiques générés par un système mondial. La nécessité de s'organiser « de manière large » n'a jamais été aussi évidente. Urgente même. Il serait pourtant dangereux de ne pas tenir compte des leçons du passé. Il n'y aura pas de « coordination mondiale des luttes », encore moins des révolutions, sans rupture avec le réformisme et le nationalisme. A nous de faire vivre et de faire connaître le communisme révolutionnaire. Si peu connu, et tellement d'actualité!

.....
9 Le Manifeste.

LIRE

LE CAPITALISME PATRIARCAL

Silvia Federici

La Fabrique, 2019

Silvia Federici, née en 1942 en Italie, est une universitaire américaine connue surtout pour son livre *Caliban et la sorcière. Le capitalisme patriarcal* est un petit recueil de cinq textes, deux anciens datant de 1975, et trois récents de 2014, 2016 et 2017. Elle s'y déclare à la fois marxiste et critique de Marx. Féministe surtout, mais aussi écologiste. C'est la plus intéressante des intellectuelles féministes radicales. L'introduction nous vaut un sixième texte très dense. Elle y rappelle que, dans les années 1970, et elle en était, « Marx a considérablement contribué au développement de la pensée féministe » (p. 8). Il a permis « la découverte du rôle central du travail reproductif dans l'accumulation du capital » (p. 57). Mais « dans le même temps, le féminisme nous a donné des outils pour produire une critique de Marx (...); le fait est qu'il n'a pas analysé la forme spécifique d'exploitation des femmes dans la société capitaliste moderne » (p. 10). « Il y a donc bien [chez lui] une conscience féministe relativement présente, mais sous la forme de commentaires ponctuels qui ne se traduisent pas en une théorie en tant que telle » (p. 11). Silvia Federici, avec d'autres, a donc travaillé à élaborer cette théorie.

Ce n'est alors pas vraiment une critique mais une entreprise légitime d'application et de développement!

Engels reconnaissait lui-même à la fin de sa vie : « Face à nos adversaires, il nous fallait [à « Marx et moi-même »] souligner le principe essentiel nié par eux, et alors nous ne trouvons pas toujours le temps, le lieu, ni l'occasion de donner leur place aux autres facteurs qui participent à l'action réciproque »¹. « Chaque pensée a ses limites, dit la plate-forme de VP. Marx ne pouvait analyser le développement de l'impérialisme, et il a vu d'abord dans le colonialisme un mouvement progressiste »².

Federici fait le rapprochement entre le travail domestique, reproductif, éducatif, non payé des femmes, et le travail non reconnu des esclaves, des colonisés, des prostituées, des « lumpens », des non-salariés. Son axe principal reste le féminisme : « Le travail domestique, et le soin des enfants en particulier, constitue la plus grande part du travail accompli sur cette planète » (p. 94). Même dans *Le Capital*, Marx aurait pu faire allusion aux législations anti-contraception, à toutes les lois qui placent le corps des femmes sous le contrôle

de l'Etat. Car le capitalisme a transformé le ventre des femmes en machine à produire des ouvriers et de la chair à canon, jusqu'à punir de mort toute forme d'avortement.

Ajoutez à cela le pillage de la nature et vous avez une accumulation primitive multiforme. Or,

.....

1 Lettre à Joseph Bloch, 21 septembre 1890, O.C. tome 3, p. 511.

2 Plate-forme de VP, cahier 2, dernière page.



« contrairement à ce qu'avait prévu Marx, l'accumulation primitive est devenue un processus permanent » (p. 58). Le vol et le pillage ont lieu dans « les cuisines et les chambres », par les expulsions de paysans et les destructions de la nature, et dans les entreprises par extorsion du surtravail.

Trois exemples montrent la pertinence des critiques de Marx par Federici mais aussi la nécessité de ne pas la suivre jusqu'au bout.

Il ne faut pas confondre, prévient-elle, Marx et les « marxistes orthodoxes » ou partis de gauche qui se réclament de lui. Mais elle passe parfois rapidement de l'un aux autres. Elle reproche ainsi à Marx une « croyance dans la nécessité et le progressisme du capitalisme » (p. 97). Affirmation qu'elle est contrainte de relativiser dans une note (p. 65) car la question d'un passage obligé par le capitalisme a été posée à Marx par les révolutionnaires russes. Et la réponse fut claire : « Si la révolution se fait en temps opportun, (...) la commune rurale se développera comme élément régénérateur de la société russe et comme élément de supériorité sur les pays asservis par le régime capitaliste »³. Quant au « progrès » que représente le capitalisme, on sait que ce n'est pas le seul discours de Marx sur la question...

Deuxième exemple, la famille et le genre. Federici explique l'absence d'un chapitre sur le mode de reproduction de la force de travail dans *Le Capital* par la situation de la classe ouvrière que Marx avait sous les yeux, et qui ne changera que vers la fin du XIXe : les femmes et les enfants étaient à l'usine du lever au coucher du soleil, les tâches domestiques et éducatives étaient laminées. Mais premièrement, il ne faut pas réduire l'œuvre de Marx au *Capital*. Il faut au minimum prendre en considération « ses deux principaux ouvrages, *Le Capital* et les *Grundrisse* » (p. 65). Il faut même aller au-delà du décès de Marx, et tenir compte de ses notes reprises par Engels pour poursuivre son travail et rédiger en particulier « L'origine de la famille... ».

Enfin, écrit notre auteure, « une société de *commoners* est en train d'apparaître, s'efforçant de bâtir des espaces et des rapports sociaux non gouvernés par la logique du marché capitaliste » (p. 64). Ce sont des « activités auto-organisées qui « font du commun » - jardinage urbain, banques de temps, code source ouvert - (p. 103); des formes de travail plus coopératives (p. 105); qui n'ont pas besoin de l'appui d'un Etat pour

.....
3 Réponse à Vera Zassoulitch, O.C. tome 3, p. 166.

exister » (p. 106). C'est la manifestation d'une aspiration à un autre type de société. Mais il y a un risque, d'autant que « la perspective d'une révolution mondiale s'éloigne » selon elle.

Le risque, si ces initiatives locales ne s'inscrivent pas dans une perspective globale, et dans une lutte globale, si la « politique des communs » s'oppose au communisme au lieu d'en faire partie, le risque est – comme pour l'autogestion selon ce qu'en dit Federici elle-même (p. 117) – de « voir la classe travailleuse non seulement exploitée, mais participant à la planification de sa propre exploitation ».

Ces réserves étant faites, restons-en à l'essentiel. Silvia Federici, c'est un travail des plus solides, apte à donner une base théorique à notre féminisme. N'oublions jamais, dans le capitalisme, à côté du mode de production, l'importance du mode de reproduction. Federici : à lire et à relire, à critiquer et surtout à assimiler.

DROIT DES FEMMES, TOUT PEUT DISPARAÎTRE

Pauline Delage
Textuel, 2018

L'auteure se demande si les droits et les acquis des femmes sont irréversibles ? Dans son livre elle cible le féminisme néo libéral, car si il y a les attaques des réactionnaires, un autre danger guette, que ces droits soient isolés des questions sociales et politiques, dans une période où ces droits sont préemptés par les femmes bourgeoises. On revoit les acquis de 40 ans de luttes des femmes, ces acquis qui devraient aussi bénéficier prioritairement à celles qui subissent les inégalités sociales et le racisme.

Dans son introduction, l'auteure règle ses comptes avec la secrétaire d'État à l'Égalité femmes-hommes Marlène Schiappa : le budget du secrétariat d'État « a été amputé de 27 %, soit 10 fois plus que les 2,5 % de réduction qui affectent l'armée. » sans qu'elle se révolte.

Avant d'être secrétaire d'État elle avait développé sur son réseau: « Maman travaille ... la promotion de stratégies individuelles de conciliation du travail et de la famille des « mamans ». Elle a aussi rédigé plusieurs ouvrages sur cette même thématique ainsi qu'un autre intitulé *Osez l'amour des grosses, vivement critiqué pour renouveler des clichés éculés sur les corps des femmes et les normes de désirabilité.* » Marlène Schiappa « propose une version de l'égalité qui renonce à transformer les structures sociales. Par contraste avec les habituelles rabat-joie revendicatrices, la



secrétaire d'État reflète l'image d'une féministe sympathique, conciliant légèreté de ton et engagement, qui remplit parfaitement le contrat des normes sociales (jeune, hétérosexuelle, blanche, de classe supérieure). Les droits des femmes peuvent alors être pensés comme une question édulcorée, indépendante de toute autre question politique, et sans rapport avec d'autres inégalités sociales.» Elle représente un féminisme, d'État bourgeois compatible, qui s'adapte aux restrictions budgétaires, et à l'air du temps. Dans le chapitre du livre intitulé : l'égalité au travail pour qui ? L'auteure précise que les politiques censées lutter contre les inégalités salariales, ce centrent sur le « plafond de verre » qui bloque l'accès aux responsabilités aux femmes dans la haute hiérarchie. C'est un féminisme qui de fait se réduit à quémander des représentations dans les institutions, bien représenté dans la presse « féminine » bourgeoise. « Très dominant médiatiquement et dans les discours publics, le problème de la « conciliation » des vies professionnelle et personnelle cible notamment la question du manque de temps et des déséquilibres temporels. Or cette focalisation sur le rapport au temps concerne principalement les couples de classes moyennes et supérieures dont les deux membres travaillent à temps plein et qui ont des enfants à charge. À partir du cas britannique, la sociologue Tracey Warren a montré que la question se pose tout autrement du point de vue de couples des classes populaires et dans lequel les deux membres ne travaillent pas à temps complet. Pour ces couples, la nécessité d'« arriver à joindre les deux bouts » et la quête de la sécurité financière structurent l'existence davantage que celle du temps. Ainsi, la conciliation telle qu'elle est souvent présentée est pensée au prisme d'une frange privilégiée de la population et ne permet pas d'embrasser les conditions de vie des femmes les plus précaires. Peu coûteuse, la promotion de cette « égalité élitiste » masque la question des conditions de travail des femmes – qui touche les emplois féminisés, y compris ceux occupés par les classes populaires, comme les caissières, les aides-soignantes, en particulier dans un contexte de grande précarisation et de dégradation des conditions de travail. »

Et qui s'occupe des enfants des femmes et des hommes des classes moyennes ? Souvent des femmes racisées, venues d'autres continents, qui parfois ont du laisser leur.s enfant.s au pays. « Les femmes employées exercent ainsi quotidiennement une domination de classe, entretenue par des formes plus ou moins explicites de racisme, qui rend le travail effectué par les nounous invisible, empêchant tout égard quant à leurs conditions de vie. Ce rapport de domination dépasse les

clivages politiques et n'est pas confiné aux femmes de classes supérieures conservatrices. Un « grand marché de soin d'autrui » s'organise ainsi à l'échelle mondiale et il contribue à réorganiser la division sexuée du travail dans les pays pourvoyeurs de travailleuses du soin et d'autres qui en demandent pour s'occuper des personnes vulnérables. »

Les femmes qui portent le hijab, sont encouragées à se faire invisibles. Cela ne touche pas que l'école. Elles n'ont quasiment pas leur place sur le marché du travail. « Alors que la promotion des droits des femmes s'est en partie fondée sur la sortie des femmes de l'espace domestique, les femmes musulmanes, elles, sont incitées à ne pas occuper l'espace public, à limiter leurs perspectives en temps de formation et d'avenir professionnel, mais aussi à travailler au sein du foyer, le leur ou celui des autres. Elles constituent pour une grande partie d'entre elles une main d'œuvre disponible sans emploi ou en situation de sous-emploi. »

L'auteure propose de « repolitiser le droit des femmes », nous préférons dire qu'il faut que les femmes se politisent, que l'émancipation des femmes sera l'œuvre des femmes elles-même.

SIX MOIS ROUGES EN RUSSIE

Louise Bryant
Libertalia, 2017



Aussi vrai qu'elles n'ont jamais cessé d'y participer, les femmes n'ont jamais cessé de témoigner des luttes et des révolutions, par la plume et le pinceau. Mais le patriarcat s'est efforcé de les réprimer et les ramener au silence. Et souvent leurs propres camarades révolutionnaires se sont fait les auxiliaires

les plus zélé-e-s de cette répression et de cette silencieuse. Depuis les années 1970 ont redécouvert progressivement l'œuvre de Séverine (de son vrai nom Caroline Rémy), longtemps présentée comme une simple « amie et collaboratrice » de Jules Vallès, le célèbre « insurgé » de la Commune de Paris.

Le centenaire de la révolution d'Octobre a été l'occasion de traduire enfin en français *Six mois rouge en Russie* de Louise Bryant, et d'apprendre qu'elle n'était pas que la « *Friend and lover* » de John Reed. Depuis 1919, le livre de Reed, *Les dix jours qui ébranlèrent le monde*, traduit dans toutes les langues, a été constamment réédité, et étudié à la loupe par des générations de militant-e-s qui se rêvaient d'imiter les bolchéviques. On ne se souvenait plus guère de Louise Bryant que grâce ou à cause du film romantique de Warren Beatty, *Reds* (1981), ou elle apparaissait sous les traits de Diane Keaton. Comme son traducteur

l'écrit dans la préface du livre « *cette unique occurrence cinématographique ne lui permettait pas de sortir du statut dépréciatif de jolie et sympathique girlfriend* » du journaliste révolutionnaire. A la lecture de la fresque pleine de vie qu'elle dresse de la deuxième expérience de dictature du prolétariat, on mesure tout ce que lui doit le livre de Reed, publié quelque mois plus tard.

Journaliste socialiste et féministe, engagée dans le soutien aux luttes ouvrière et dans la bataille pour le droit de vote des femmes, Bryant a existé et témoigné de son temps avant sa rencontre avec Reed et a continué à la faire pendant les 16 années où elle lui a survécu. Reed est mort à Moscou en 1920 dans les années héroïques de la révolution (même s'il sentait déjà venir le ressac). Bryant aura le temps de voir et de dénoncer dès 1926 la dégénérescence du processus révolutionnaire, sans pour autant renoncer à son idéal de libération. La bourgeoisie ne lui donnera pas l'absolution qu'elle réserve aux repentis. De plus, elle était trop libre et trop bisexuelle pour que son époque le lui pardonne. Même l'anarchiste Emma Goldman la trouvait trop déluée pour l'inviter à sa révolution. Aucun groupe militant n'était prêt à prendre soin de son souvenir. Notre époque semble prête à l'écouter enfin. Tant mieux.

Comme femme, elle aura un accès privilégié à des figures de la révolution comme Catherine Breshkovski, Maria Spiridonova ou la camarade Alexandra Kollontai. Elle aura côtoyé de près les bolchéviques dans leur QG de l'institut Smolny. Surtout, elle décrit avec finesse la spontanéité révolutionnaire, la rapide maturation des consciences, la façon dont le prolétariat s'empare des problèmes politiques et prend confiance en sa force. Bien loin des fantasmes de complots, et de coups d'état par lesquels la bourgeoisie explique la révolution, ce récit remet les masses sur le devant de la scène. Il montre que la réalité d'une révolution est complexe et ne rentre pas dans les schémas préétablis chers aux dogmatiques. Elle montre aussi à quel point c'est une expérience exaltante et elle le fait avec beaucoup d'humour, de passion et de lucidité politique.

LA GUERRE DE L'OMBRE EN SYRIE

Maxime Chaix

Éd. Erick Bonnier, 2019

Maxime Chaix, dont la véritable activité est d' « aider des réfugiés à reconstruire leur vie en France » (p. 206), s'est d'abord mis à traduire Peter Dale Scott

(L'Etat profond américain...) puis à écrire des articles sur les guerres ignorées qui fabriquent des réfugiés. Il s'est heurté aux murs invisibles de la pensée unique, sinon au secret défense. Il décide alors d'écrire un livre pour montrer « comment – sous couvert d'appuyer des « rebelles modérés » -, les puissances occidentales et leurs partenaires ont renforcé la mouvance islamiste accusée des attentats du 11 septembre et du Bataclan » (4 de couv.). Ce soutien se poursuit après les attentats de 2015 (p. 93). C'est l'intervention russe qui changera la donne. L'auteur avoue avoir été étonné lui-même en découvrant l'ampleur de cette guerre de l'ombre, au vu des milliards de dollars, des milliers de tonnes de matériels, des dizaines de pays complices, ainsi que les tonnes de silences et de mensonges médiatiques.

La dimension directement contre-révolutionnaire – bourgeoisie contre prolétariat et pas seulement contradiction entre impérialistes – affleure ici et là (p. 8, 60, 159) sous la forme du « printemps arabe » de 2011. Mais cette contradiction ne constitue pas une dimension à part entière de l'analyse. Les Kurdes ne sont pas mentionnés. L'arrière-plan objectivement révolutionnaire, qui se mêle aux conflits entre nations et aux interventions impérialistes, n'est pas, lui, sorti de l'ombre. On devine pourtant, derrière la volonté de briser « l'arc chiite » qui relie l'Iran au Hezbollah libanais, le spectre de la révolution iranienne de 1979 et de l'humiliation de la puissance américaine. Derrière le soutien de l'Arabie Saoudite et du Qatar aux djihadistes, on doit reconnaître l'empressement de

bourgeoisies à soutenir les pires criminels fascistes quand le peuple se révolte.

L'auteur se livre en réalité à un journalisme indépendant à l'américaine, sur le modèle du pays où l'on peut dire et écrire ce que l'on veut à propos des crimes d'Etat les plus scandaleux sans que cela ne change quoi que ce soit à la réalité dénoncée. Les journalistes en France sont quasiment obligés, eux, dit-il, de s'aligner sur le discours du quai d'Orsay. Il en appelle finalement « aux associations de victimes du terrorisme qui pourraient jouer un rôle décisif dans [un] salutaire mouvement citoyen » (p. 197). « Face à la déraison d'Etat », conclut-il. Cette « déraison », nous le savons, a sa propre raison, celle d'une classe dominante. Sans la nommer, Maxime Chaix nous en apprend beaucoup sur elle. Oui, remarquable coup de projecteur sur ses zones d'ombre.

La lutte contre les terroristes ? Mais c'est vous qui les avez soutenus !



À lire tous les mois



UN BULLETIN AU CŒUR DES COMBATS OUVRIERS ET POPULAIRES
À télécharger sur ocml-vp.org ou à recevoir par e-mail en s'inscrivant sur notre site à notre newsletter



www.ouvalacgt.over-blog.com

À commander

2€



Brochure des résolutions du 9^e Congrès de l'OCML Voie Proletarienne (été 2014). L'occasion de (re)découvrir ce que nous pensons et défendons et tout ça en quelques pages!

Nos autocollants, à commander à contact@ocml-vp.org pour redécorer les murs de ton quartier et/ou de ta ville! Le prix varie selon la quantité!

Les librairies où trouver Partisan Magazine

Oh! Trois cèpes
Orlane Lautard
04240 Annot

Librairie Terre des Livres
86 rue de Marseille
69007 Lyon

Espace El Doggo
22, rue de la Loi
87000 Limoges

Librairie Transit
45 Bd de la Libération
13001 Marseille

Librairie Le Point du Jour
58, rue Gay-Lussac
75005 Paris

Librairie Folies d'Encre
14, place du Caquet
93200 Saint-Denis

Librairie Terra Nova
18 Rue Léon Gambetta
31000 Toulouse

Librairie La Brèche
27, rue Taine
75012 Paris

Librairie Envie de Lire
16, rue Gabriel Péri
94200 Ivry-sur-Seine

Librairie Vent d'Ouest
5 place du Bon Pasteur
44016 Nantes BP 31626

Librairie Le Rideau Rouge
42, rue de Torcy
75018 Paris

Librairie Aurora
Avenue Jean Volders 34
1060 Saint-Gille - Belgique

Librairie La charrue
28 rue de Couéré
44110 Chateaubriant

Page et Plume
4, place de la Motte
87000 Limoges

Maison Norman Béthune
1918, rue Frontenac
Montréal - Canada

Librairie Les Nuits Bleues
21, rue Maillé
49100 Angers

Undersounds
6, rue de Gorre
87000 Limoges

Librairie Le Gai Savoir
79, avenue Farhat Hached
Place Barcelone
Tunis - Tunisie

Abonnements

**S'ABONNER DEUX ANS
À PARTISAN MAGAZINE**

Sous pli ouvert : 15 Euros
Sous pli fermé : 23 Euros

**DEUX ANS
"SPÉCIAL DIFFUSION"**

2 magazines
sous pli ouvert : 21 Euros
sous pli fermé : 34 Euros

3 magazines
sous pli ouvert : 27 Euros
sous pli fermé : 45 Euros

**LECTEURS
FRANCOPHONES
À L'ÉTRANGER**

30 \$ CDN (Canada)
30 FS (Suisse)



**Flashez pour
vous abonner
en ligne!**

**Paiements par chèque à l'ordre de :
VP-PARTISAN
BP N° 133
93213 Saint Denis la plaine cedex
CCP : N°23 743 83 G Paris**

**Identifiant international de compte (IBAN)
FR30 - 2004 - 1000 - 0123 - 7438 - 3602 - 084**

**Identifiant International
de l'établissement (BIC)
PSSTFRPPPAR**



SUIVRE NOS ACTIVITÉS SUR NOTRE SITE INTERNET

www.ocml-vp.org

ET SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX :  /OCMLVP  @OCMLVP





TOUJOURS DISPONIBLES

Les précédents numéros de *Partisan Magazine* sont toujours disponibles !
Vous pouvez encore les commander à notre boîte postale
en nous joignant un chèque à l'ordre de VP Partisan à l'adresse suivante :
OCML Voie Prolétarienne - BP 133 - 93213 Saint Denis la plaine cedex

3,50€
FRAIS D'ENVOI
INCLUS

- N° 1 • La classe ouvrière aujourd'hui en France : en voie de disparition ?
- N° 2 • Palestine – Kurdistan : quelles solidarités ?
- N° 3 • Racisme, marxisme et révolution
- N° 4 • L'alternative communiste
- N° 5 • Le Maoïsme, notre arme de combat
- N° 6 • Verts parce que Rouges
- N° 7 • Organisation et Révolution, leçons du mouvement ouvrier
- N° 8 • 1917-2017 Faire vivre le Révolution Communiste
- N° 9 • Lutter contre la pénibilité, lutter contre l'exploitation
- N° 10 • Féministes révolutionnaires
- N° 11 • Mai-Juin 1968 : Brisons les vieux engrenages
- N° 12 • Afrique : résistances et révolution
- N° 13 • Travailler tous, moins, autrement

PARTISAN

MAGAZINE

- 1** ÉDITORIAL
- 2** PLUS D'UN AN DE LUTTE : INTERVIEW D'UN GILET JAUNE
- 8** MACRON, PDG DE L'ENTREPRISE FRANCE
- 20** LE RÉFÉRENDUM D'ADP
- 23** ALGÉRIE : DEUX INTERVIEWS
- 28** QUE FAIT L'ARMÉE FRANÇAISE EN AFRIQUE ?
- 30** ÉQUATEUR : ON A RAISON DE SE RÉVOLTER
- 36** LA III^e IC : LES QUESTIONS QUI FÂCHENT
- 42** LIRE

ABONNEZ-VOUS !

PARTISAN MAGAZINE est la nouvelle publication de l'OCML Voie Prolétarienne. Son objectif? Donner des outils de compréhension politique et théorique pour toutes les personnes qui luttent au quotidien contre ce système qui broie nos vies et ne nous offre aucun avenir autre que la misère et la guerre.

Le meilleur moyen de nous soutenir et de soutenir ce magazine est de vous abonner.

— **Plus d'infos page 47** —

Partisan Magazine n°15 sortira au printemps 2020